

# RÉVOLUTION ou GUERRE

## #26

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Janvier 2024



### Sommaire

Le capitalisme au bord du gouffre

Seule la classe ouvrière internationale peut offrir une alternative à la guerre généralisée

#### Situation internationale

Grève de l'automobile aux États-Unis :

Défaite ouvrière, victoire syndicale et préparation à la guerre

Intervention du *The Communist Party* dans les grèves aux États-Unis :

Une critique du Courant Communiste International que nous soutenons

#### Camp prolétarien

Dix ans d'existence du GIGC, quel bilan ?

Notre politique à l'égard du camp prolétarien et de la Tendence Communiste Internationaliste

Réunion publique de la TCI à Paris

#### Histoire du mouvement ouvrier

La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Prometeo 1946-1947)

Partie 2 : la question chinoise

E-mail : [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com), site web : [www.igcl.org](http://www.igcl.org)

5 dollars/3 euros

## Sommaire

Le capitalisme au bord du gouffre :	
Seule la classe ouvrière international peut offrir une alternative à la guerre généralisée .....	1
<b>Situation internationale</b>	
Grève dans l'automobile aux USA :	
Défaite ouvrière, victoire syndicale et préparation à la guerre .....	3
Intervention de <i>The Communist Party</i> dans les grèves aux États-Unis :	
Une critique du CCI que nous soutenons .....	9
<b>Camp prolétarien</b>	
Dix ans d'existence du GIGC, quel bilan ? .....	14
Notre politique à l'égard du camp prolétarien et de la Tendance communiste internationaliste .....	18
Réunion publique de Bilan et Perspectives (TCI-GRI) à Paris .....	24
<b>Histoire du mouvement ouvrier</b>	
La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Prometeo, 1946-1947)	
Partie 2 :La question chinoise .....	25

## Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com).

**Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com)**

## **Le capitalisme au bord du gouffre : Seule la classe ouvrière internationale peut offrir une alternative historique à la troisième guerre mondiale**

Les quatre derniers mois ont été marqués par une série d'événements qui confirment que les classes dirigeantes des principales puissances considèrent comme acquise la perspective d'une guerre généralisée. Les contradictions historiquement insolubles du capitalisme mondial font que la défense de chaque capital national devient une question de vie ou de mort pour chacun d'entre eux. Ce faisant, de purement économique et commerciale, la compétition chaque fois plus acharnée « s'élève » au plan politique, c'est-à-dire impérialiste. Sans solution économique, comme le démontre la crise financière de 2008 toujours pas « dépassée », les antagonismes impérialistes poussent et préparent le terrain pour une nouvelle guerre mondiale.

L'événement qui a marqué un tournant dans la concrétisation de la perspective d'une troisième guerre mondiale a été l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Nous avons déjà affirmé que, tôt ou tard, la politique américaine d'endiguement de la Russie et de la Chine inciterait l'une ou l'autre à se rebiffer et à tenter de briser l'étau militairement. C'est exactement ce que nous voyons se produire avec la guerre en Ukraine. Alors que beaucoup s'attendaient à une résolution rapide, soit une victoire militaire rapide de la Russie, soit un effondrement financier et politique de la Russie en raison des sanctions occidentales, la guerre s'est déroulée tout à fait différemment. Il s'agit désormais d'une guerre dite *d'attrition*, dans laquelle l'Ukraine est désespérément et progressivement submergée par la Russie. Les médias pro-occidentaux admettent de plus en plus que la production industrielle militaire russe est supérieure à celle de l'ensemble de l'Occident (Union Européenne et États-Unis) dans des domaines clés tels que les obus d'artillerie, les bombes téléguidées et les drones. En outre, la Russie est dans une meilleure position logistique pour soutenir une guerre à ses frontières que les appuis occidentaux de l'Ukraine. En effet, la Russie s'est déjà mise sur le pied de guerre<sup>1</sup> et les États-Unis et leurs alliés cherchent à combler l'écart au plus vite, ce qui impliquera des sacrifices encore plus importants de la part de la classe ouvrière dans le monde entier, mais en particulier en Europe et en Amérique du Nord, les centres historiques du capitalisme.

Ni la Russie, ni les États-Unis et leurs alliés européens

ne considèrent la guerre comme un conflit isolé. Même si l'Otan cessait de soutenir l'Ukraine au niveau qui lui permet de continuer la guerre conventionnelle, cela ne rendrait pas moins urgente la nécessité pour les pays occidentaux de se préparer à une guerre avec la Russie. Bien au contraire. De même, la mobilisation prévue par la Russie d'une force d'environ 1 million de soldats sous contrat est plus qu'un moyen de porter un coup terrible à l'Ukraine, mais aussi une préparation à une éventuelle guerre contre l'Otan.

Bien que cela fasse une dizaine d'années que la pensée stratégique militaire américaine soit définitivement passée de la contre-insurrection ou des opérations de maintien de l'ordre de haute intensité à un conflit avec les « pays rivaux » (c'est-à-dire la Chine et la Russie), la préparation économique, industrielle, politique et sociale pour un tel conflit s'accélère aux États-Unis. L'un des éléments clés de cette préparation est ce que l'on appelle les *Bidenomics*. Pour prendre l'exemple de la production militaro-industrielle, il faudra probablement encore plusieurs années aux États-Unis et aux pays européens pour développer leurs capacités de production militaro-industrielle aux niveaux nécessaires pour assumer un conflit avec la Russie ou la Chine, sans parler des deux en même temps. L'industrie militaire devra de plus en plus passer sous le contrôle direct de l'État. Les usines doivent être adaptées à la production militaire. La production de produits stratégiques pour l'économie devra être relocalisée au plan national. Le fonctionnement de l'économie nationale devra être rationalisé dans une certaine mesure, pour une plus grande efficacité de l'État dans le contexte de la guerre inter-impérialiste. En bref, nous sommes confrontés à une transformation sociale radicale marquée par la fin des politiques et de l'idéologie néo-libérale des dernières décennies et caractérisée par une plus grande austérité pour la classe ouvrière au nom de la guerre impérialiste. Un élément essentiel de ce processus pour la bourgeoisie est de soumettre politiquement et idéologiquement la classe ouvrière, non seulement en tant que consommateurs-individus passifs observant le spectacle du bombardement d'une puissance de troisième ordre par une grande puissance militaire, mais aussi en tant que participants collectifs actifs à un processus qui sera douloureux pour la classe ouvrière, car il implique un affrontement direct entre des superpuissances économiques et militaires. Les enjeux et les coûts pour la classe ouvrière d'une guerre entre superpuissances nucléaires sont bien plus importants que

<sup>1</sup> . Historiquement le capital national russe, sous l'impulsion du stalinisme, s'est développé sur la base d'une économie de guerre.

ceux d'une guerre régionale de moindre intensité ou d'une opération de contre-insurrection. Par conséquent, du point de vue de la classe dirigeante, les conditions politiques préalables à ces deux types de guerre sont également très différentes. Il s'agit de la différence entre l'obtention d'un consentement passif – la nécessité minimale pour un État puissant de mener une guerre contre-insurrectionnelle ou tout autre guerre impérialiste locale – et la garantie de la participation active et massive de la classe ouvrière en tant que telle dans le projet d'une guerre majeure. Cette dernière est beaucoup plus douloureuse pour la classe ouvrière et augmente les enjeux de la lutte des classes, car la classe dirigeante est obligée de passer à l'offensive à l'intérieur du pays pour pouvoir poursuivre ses intérêts à l'étranger.

On peut entrevoir la barbarie qu'une grande guerre réserve à l'humanité par la guerre de punition collective et de déplacement forcé qu'Israël mène actuellement contre Gaza et qu'il a déclenchée à la suite du déchaînement meurtrier et barbare des militants et sympathisants du Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre dernier. Ce massacre n'a pas non plus épargné les civils. Le fait qu'il y ait une disproportion entre les 1600 victimes « coté israélien » et les 20 000 comptabilisés au moment où nous écrivons « côté palestinien » ne change rien à l'horreur des tueries et à la terreur subie par les populations et encore moins à leur caractère de classe, capitaliste et impérialiste, c'est-à-dire anti-prolétarien. Cette disparité est simplement l'expression du rapport de force militaire réel entre l'État capitaliste et impérialiste d'Israël et le projet politique d'un État palestinien, qui ne saurait être autre que capitaliste et impérialiste lui-aussi, et non d'une prétendue humanité ou nature progressiste du Hamas et d'autres fraction de la bourgeoisie palestinienne.<sup>2</sup>

Les responsables israéliens n'ont pas hésité à comparer leur campagne militaire actuelle aux bombardements des villes allemandes et japonaises pendant la Seconde Guerre mondiale, qui visaient à tuer un grand nombre de civils. Tout comme le Hamas qui veut rejeter les juifs à la mer, le chef du mouvement de colonisation israélien a ouvertement appelé au nettoyage ethnique des Palestiniens de Gaza, ce qui résoudrait la « question palestinienne » pour Israël à Gaza. De hauts responsables israéliens ont tenu des propos déshumanisants et génocidaires à l'égard des Palestiniens. La brutalité de la campagne israélienne à Gaza et le chauvinisme extrême

qui se manifeste en Israël sont limités à une zone géographique relativement petite, mais ce ne sera pas le cas dans une hypothétique guerre mondiale. À cet égard au moins, les dirigeants politiques israéliens font une lecture assez perspicace de la situation mondiale. Ils comprennent que la situation mondiale actuelle porte en elle les germes d'une future guerre catastrophique, comme la Seconde Guerre mondiale mais potentiellement bien pire, et n'hésitent pas à rappeler aux dirigeants américains et européens que dans une guerre totale, les belligérants ne font que peu ou pas de distinction entre les cibles civiles et militaires.

Pour lutter efficacement contre la guerre, nous ne pouvons pas nous limiter à des protestations symboliques d'indignation morale face aux atrocités qui sont perpétrées. La seule façon de résister à cette dynamique de guerre mondiale et à la barbarie qu'elle implique est que la classe ouvrière lutte sur son propre terrain pour refuser les sacrifices nécessaires à la guerre, et cela dans tous les pays, qu'ils soient directement en guerre ou non, en Ukraine, en Russie, à Gaza et Israël comme partout ailleurs. En tant que classe qui reproduit matériellement la vie sociale quotidienne et dont les intérêts matériels sont diamétralement opposés à la guerre impérialiste, seule la classe ouvrière peut empêcher une guerre mondiale catastrophique. L'arme la plus efficace contre la guerre dans l'arsenal de la classe ouvrière est aujourd'hui la *grève de masse*, la grève géographiquement étendue au-delà du cadre de l'entreprise, du syndicat ou du secteur, qui tente d'englober progressivement la plus grande partie possible de la classe ouvrière et poursuit des objectifs unificateurs à l'échelle de la classe. Seules des *grèves de masse* dans les grandes puissances peuvent imposer un rapport de forces de classe qui obligerait les principales classes dirigeantes à réfréner leurs ambitions impérialistes pour affronter leur principal ennemi, la classe ouvrière internationale.

Reprendre et réaliser les mots d'ordre adaptés au développement de la grève en masse, mots d'ordre que seuls les groupes communistes sont en capacité de mettre en avant de manière conséquente, est la voie à suivre pour être « efficace », c'est-à-dire faire « peur », ne serait-ce qu'un minimum, à la bourgeoisie. La *grève de masse* et l'opposition à tous les États capitalistes, jusqu'à leur destruction finale par l'insurrection ouvrière est la seule alternative à la guerre généralisée qui menace.

La rédaction, le 25 décembre 2023

<sup>2</sup> . Pour ceux qui en douteraient, qu'ils s'adressent aux habitants de Gaza qui furent sauvagement réprimés par le Hamas fin juillet-début août dernier, en d'autres occasions ce fut par l'OLP, alors même qu'ils manifestaient « contre la hausse des prix et les conditions de vie », c'est-à-dire en termes de classe, contre la misère imposée par la fraction bourgeoise du Hamas au pouvoir à Gaza.

## Situation internationale

### États-Unis : défaite ouvrière, victoire syndicale de l'UAW et préparation à la guerre impérialiste généralisée

« L'UAW a annoncé que ses membres dévoués, qui se sont battus ensemble, ont fait front ensemble et ont tenu le piquet de grève ensemble, ont maintenant voté ensemble pour ratifier leurs contrats records. Ces contrats historiques récompensent les travailleurs de l'automobile qui ont fait tant de sacrifices en leur accordant des augmentations record, davantage de congés payés, une plus grande sécurité en matière de retraite, ainsi que davantage de droits et de respect au travail. Je tiens à féliciter l'UAW et chacune des trois grandes entreprises automobiles pour la bonne foi dont elles ont fait preuve lors des négociations qui ont abouti à ce contrat record. Ces contrats montrent que lorsque les syndicats se portent bien, cela profite à tous les travailleurs. À la suite des accords historiques de l'UAW, Toyota, Honda, Hyundai et Subaru ont également annoncé des augmentations de salaire significatives. L'UAW se bat avec acharnement pour que tous les emplois dans l'automobile soient de bons emplois pour la classe moyenne – et je suis à ses côtés dans ce combat. » (Déclaration du Président Joe Biden sur la ratification des accords historiques de l'UAW avec les trois grands constructeurs automobiles – 20 novembre 2023.)

2 5 % d'augmentation de salaires. C'est ce que retiendra tout prolétaire d'Amérique ou d'ailleurs ne pouvant se pencher sur la réalité des contrats signés entre l'United Auto Workers (UAW) et les dirigeants des *Bigs Three* [Trois grandes] entreprises automobiles américaines, General Motors, Ford et Stellantis. Du dirigeant syndical de l'UAW, Shawn Fain, en passant par les médias américains et internationaux, européens en particulier, jusqu'au président américain Biden, tous ont souligné que l'accord obtenu suite à la grève de six semaines lancée par le syndicat était une victoire pour les travailleurs, pour l'UAW et pour le syndicalisme en général. Y compris les dirigeants des *Big Three* ont souligné qu'ils se réjouissaient « d'être parvenus à un accord de principe sur un nouveau contrat de travail avec l'UAW pour nos activités aux États-Unis. » (Jim Farley, PDG de Ford<sup>3</sup>) Tout le monde est content donc. Pour enfoncer le clou sur le prétendu recul des employeurs, le même Farley s'est empressé de déclarer que « la réalité est que cet accord social comporte des coûts importants, et nous allons devoir travailler très dur sur la **productivité et l'efficacité** pour devenir plus compétitifs. »<sup>4</sup> La réalité de l'accord, « historique » selon Biden, s'éclaire déjà un peu. L'augmentation de la productivité et de la compétitivité annoncée par le PDG de Ford donne déjà une idée de ce que l'accord va signifier pour les travailleurs. On comprend mieux pourquoi et comment Biden est « à leurs [l'UAW] côté dans ce combat » et est venu en personne, et devant les médias, soutenir les piquets de grève aux portes des usines.

#### Une victoire pour les ouvriers de l'automobile ?

Parmi les différents « gains » obtenus par le deal, l'augmentation de 25 % des salaires, étalée sur la durée de quatre ans et demi du contrat, a rencontré l'écho médiatique international qu'elle méritait du point de vue bourgeois après plus d'une décennie de réduction continue des salaires. Mais alors comment expliquer que l'accord n'ait été approuvé au final que par environ 60 % des membres de l'UAW ayant participé au vote<sup>5</sup> ? En fait, 47% des membres de la production elle-même ont voté contre. Des usines d'assemblage entières du Michigan, de l'Indiana, du Missouri, du Tennessee et du Kentucky, l'ont rejeté, parfois à 69 % selon le site trotskiste WSWs. Un ouvrier de l'usine Stellantis à Toledo, cité par le même site web, nous traduit en langage ouvrier une partie du contenu de l'accord: « nous avons deux équipes et nous travaillons 10 heures par jour et 50 heures par semaine. Ils prévoient de passer à trois équipes, huit heures par jour. Nous allons perdre la rémunération des heures supplémentaires dont nous avons besoin pour joindre les deux bouts. » En passant, cela n'est pas sans nous rappeler les années 1930 et le New Deal : « La NRA a fixé le salaire hebdomadaire minimum à 12 dollars dans le Sud et à 13 dollars dans le Nord, mais ce minimum devient un maximum du fait qu'il n'est pas stipulé le nombre d'heures **minima**

<sup>3</sup> . <https://www.autoblog.com/2023/10/25/uaw-appears-to-be-moving-toward-a-potential-deal-with-ford-that-could-end-strike/>

<sup>4</sup> . <https://www.wsws.org/en/articles/2023/11/22/pslc-n22.html> (nous soulignons)

<sup>5</sup> . Beaucoup n'y ont pas participé pour différentes raisons, dont des obstacles mis en place par le syndicat et le gouvernement à la participation de tous ceux pouvant légalement y participer et des manipulations des bulletins de vote, voire des pressions et menaces du syndicat sur les travailleurs qui voteraient « mal ». Rajoutons à cela que beaucoup ne peuvent pas voter parce qu'ils ne sont pas membres du syndicat et à ce titre pas considérés comme travailleurs de l'entreprise, mais comme « intermédiaires » pour reprendre une catégorie de statut ou contrat compréhensible pour le lecteur non-américain.

par semaine : un ouvrier qui travaillait précédemment 48 à 54 heures par semaine, ne travaille plus que 35 à 40 heures ; le salaire horaire est augmenté, mais le salaire global est inférieur à celui payé précédemment, s'élevant à 16,71 dollars. » (Bilan #3, Roosevelt au gouvernail, 1934) Alors qu'en est-il réellement et d'un point de vue immédiat ? Les travailleurs ont-ils gagné quelque chose ?

Les 25 % d'augmentation étalés sur plus de quatre ans vont à peine compenser les 22 % de perte de pouvoir d'achat de ces dernières années selon les sources officielles, dus à l'explosion post-Covid de l'inflation. Par ailleurs, lors de la crise de l'industrie automobile américaine de 2007, au cours de laquelle General Motors s'était déclaré en faillite, les prolétaires de l'industrie automobile avaient vu leurs salaires et conditions de travail se dégrader fortement. Le gouvernement Obama avait alors « sauvé » GM et les autres constructeurs à la fois par un renflouement financier et par des sacrifices pour les travailleurs que l'UAW avait imposés à ses membres. En fait, à la fin du nouveau contrat en 2028, et sans connaître l'inflation à venir, le salaire horaire de 40\$ sera encore en-deçà de celui de 2007 en dollar constant. Et cela sans prendre en compte les réorganisations annoncées dans nombre d'usines. Évidemment, l'accord touche à différentes dispositions difficiles à résumer et présenter – encore plus pour le lecteur non américain. Par exemple, le système COLA d'indexation des salaires sur l'inflation reste celui de 2007, donc sans tenir en compte l'inflation actuelle, se verra amputer de 0,10 dollar de l'heure par les entreprises pour payer l'augmentation des coûts des soins de santé. Un double système d'avancement de « carrière » (le *Tier System*) fut introduit en 2007 lors de la restructuration et du sauvetage par l'État. La grille des salaires et le niveau des pensions de retraite sont différents pour les nouveaux embauchés. Ce système est maintenu tout comme les sacrifices, eux-aussi imposés en 2007, sur les pensions de retraite et l'assurance santé. Peu d'intérimaires à temps plein vont être embauchés selon les contrats locaux. Payés 20\$ l'heure, la « tentation » sera forte pour leur employeur de les licencier avant la période de neuf mois après laquelle ils sont censés pouvoir bénéficier d'un autre statut.

En soi, on peut donc déjà relever que la « victoire historique » ne fait « au mieux » que ralentir, momentanément, la détérioration du pouvoir d'achat ouvrier qui a cours depuis les quinze dernières années ; et cela uniquement pour les employés actuels qui garderont leur emploi. On comprend mieux les difficultés de l'UAW à faire que le vote obligatoire, c'est dans la loi, soit majoritairement en faveur de l'accord. Rappelons que 95 % des travailleurs ayant le droit de vote avaient voté pour la grève. Et surtout, imaginons quel aurait été le résultat si l'accord avait dû être discuté et soumis au vote par des assemblées générales sur les lieux de travail : il

ne fait guère de doute qu'il aurait été rejeté dans la plupart des usines. En fait, les prolétaires de l'industrie automobile et, avec eux, l'ensemble du prolétariat en Amérique viennent de subir un nouveau recul, une nouvelle défaite, – certes limitée – qui vient s'ajouter à ceux subis lors des mobilisations, parfois grèves, des cheminots, des employés d'UPS, d'Amazon, etc. des années post-covid. Expressions d'un renouveau de la combativité prolétarienne dans le pays, ces luttes et mobilisations furent toutes totalement contrôlées, encadrées et rendues inoffensives par les syndicats. Les rares gains sont à l'image des 25 % d'augmentation des salaires sur quatre ans que le Président Biden et l'UAW saluent comme « victoire historique ».

### **Le corsetage législatif et répressif de toute lutte ouvrière conséquente**

Arrêtons-nous un instant sur les conditions que l'État et la bourgeoisie américains imposent au prolétariat pour, de fait, interdire toute lutte prolétarienne, et en particulier toute tentative d'extension, de généralisation et d'unification à d'autres secteurs, entreprises et même parfois au sein de l'entreprise elle-même. La législation du travail et du droit syndical fut mise en place entre l'État américain et les syndicats AFL et CIO dans les années 1930. Le système du « closed-shop »<sup>6</sup> bloque de fait toute lutte prolétarienne significative. Elles ne peuvent pas être de « solidarité » ou dite « politique » et ces qualifications reposent sur le jugement de n'importe quel juge. Hormis la participation aux piquets de grève, organisés et centralisés par le syndicat, les prolétaires ne peuvent pas se réunir et se regrouper en assemblée générale et décider ensemble des actions à mener, ni même de la grève elle-même. La législation impose des préavis de grève très stricts et codifiés, des votes « individuels » organisés par le syndicat pour ou contre la grève, parfois par Internet de « chez soi », un délai de plusieurs semaines de négociations avant la grève, puis des grèves tournantes et perlées, la signature de l'accord par les entreprises et le syndicat signifiant l'arrêt de la grève là où elle avait lieu, puis ensuite, quelques semaines plus tard, le vote individuel et isolé d'une partie des ouvriers, ceux qui sont syndiqués. De fait, l'État interdit toute lutte prolétarienne visant à être efficace et, si besoin, c'est-à-dire si le syndicat n'arrive pas maîtriser la combativité ouvrière comme il convient, alors le gouvernement adopte un décret déclarant la grève illégale au nom de l'*intérêt national* ou autre et lance la répression ouverte.

À ce corset de fer enserrant le corps du prolétariat d'Amérique, les prolétaires n'auront, et n'ont, d'autre alternative que de le briser par la force par l'extension

<sup>6</sup> . Le monopole d'embauche pour les seuls membres du syndicat ce qui donne à celui un pouvoir sur chacun des syndiqués, particulièrement ceux qui s'opposent ou contestent la politique syndicale.

la plus rapide possible de tout combat de classe, au moyen de la *grève de masse*. C'est-à-dire s'opposer directement à la légalité bourgeoise et donc s'affronter tout aussi directement à l'État et ses organes en milieu ouvrier : les syndicats. La barre pour entrer en lutte effective est donc haute et risquée. Nous ne pouvons pas développer plus ici sur les conditions et le combat préalables et politiques – en particulier le rôle des regroupements ouvriers en comité de lutte ou autre et des minorités communistes – que le déclenchement d'une telle dynamique de lutte, y compris si elle explosait « spontanément », requiert.

### La « victoire » syndicale, composante à part entière des *Bidenomics*

Mais ce n'est pas sur ce point que nous voulons attirer l'attention dans le cadre de cet article. En réalité et pour revenir à la grève dans le secteur automobile américain, il est un volet beaucoup plus important dans les nouveaux contrats signés entre l'UAW et les *Trois grands* de l'automobile. Ils ouvrent la voie à la transition vers la production de voitures électriques et donc à une restructuration de la force de travail. Ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui vont être supprimés. D'ores et déjà, l'accord signé avec l'UAW prévoit la mise en place de primes pour les travailleurs acceptant de quitter l'entreprise, des départs à la retraite anticipée et des mutations d'office d'une usine à une autre, c'est-à-dire d'une région à une autre, pour des milliers d'ouvriers. Selon le WSW, « *les nouveaux travailleurs de l'usine de batteries seront payés 26 dollars de l'heure* », c'est-à-dire à peine au-dessus des 20\$ des intérimaires aujourd'hui. Le rôle du syndicat, ici de l'UAW, dans le système américain se doit d'être renforcé dans cette période de transition industrielle. Si le rôle principal des syndicats, organes politiques de l'État capitaliste, reste bien d'abord et avant tout de contrôler et saboter toute velléité ou dynamique de lutte ouvrière, ils peuvent être selon les moments des rouages importants de toute rupture dans les politiques industrielles nécessitant une discipline et une adhésion accrue des prolétaires indispensable à ces transitions vers les nouvelles techniques de production. Ici, ouvrir de nouvelles usines pour fabriquer des véhicules électriques nécessite une force de travail prête à accepter et capable de « se former » aux nouvelles technologies. Comme l'a rappelé le PDG de Ford, « *nous ne pouvons pas construire de véhicules aux États-Unis sans l'UAW.* »<sup>7</sup> En ce sens, il apparaît que la toute puissance de l'idéologie managériale et de l'encaînement des *managers*, qui avaient relégué les syndicats et le syndicalisme au seul contrôle et sabotage des luttes depuis les années 1980, ne suffit plus par les

temps nouveaux qui soufflent et les tempêtes qui menacent. La classe dominante américaine est claire là-dessus : « *En outre, la théorie et les données empiriques sont claires sur les moyens par lesquels les syndicats ont, par le passé, et pourraient, à l'avenir, accroître la productivité de manière plus substantielle : en augmentant l'effet de la voix des membres du syndicat et en augmentant le bonheur des travailleurs et leur attachement à leur travail. Les syndicats sont bien placés pour cibler ces objectifs dans leurs négociations et pour mettre l'accent sur les avantages que les travailleurs et les propriétaires d'entreprise pourraient tirer d'actions visant à améliorer la productivité.* »<sup>8</sup>

### Le discours de gauche « pro-classe moyenne »

De fait, et la grève de l'UAW est venu l'illustrer, les temps nouveaux annoncés par la pandémie de covid, confirmés par les guerres en Ukraine et au Proche-Orient, obligent la bourgeoisie à « *une nouvelle philosophie économique* » que Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale du président Biden, annonçait dès 2020<sup>9</sup>. Elle prône « *le retour d'un État au service des classes moyennes américaines.* »<sup>10</sup> La bourgeoisie américaine, Biden et les démocrates en particulier, préfèrent utiliser le terme *classe moyenne* à celui de classe ouvrière. L'appui de Biden à la grève et à l'UAW, son salut à la « victoire syndicale historique » marquent une rupture des discours officiels qui prévalaient depuis les années Reagan, y compris sous les présidences démocrates de Clinton ou Obama. En fait, Trump avait déjà effectué une rupture sur ce plan là-aussi en se présentant comme le défenseur des « cols bleus ». Que signifie ce langage de gauche et de soutien à la *middle class* travailleuse ? Ce serait une erreur de n'y voir qu'un discours mystificateur et démagogique – certes réel – à l'égard des prolétaires américains, voire une simple manœuvre en vue d'obtenir leur vote pour la présidentielle de 2024. « *Les inégalités persistantes aux États-Unis ralentissent la croissance économique et risquent d'ébranler la stabilité démocratique dont dépend notre réussite économique.* »<sup>11</sup> Certes, la dimension politique et idéologique, mystificatrice vis-à-vis des ouvriers américains, est présente et vise à ne pas reproduire les excès « anti-démocratiques » qui ont accompagné la défaite de Trump aux élections de 2020. Mais surtout, ce langage « pro-middle class » vise à rendre plus efficace l'appareil productif du capital américain et tout spécialement la force de travail vivant, les

<sup>7</sup> . Jim Farley, president and chief executive officer [PDG] for Ford, September 29th 2023, <https://www.cbsnews.com/detroit/news/ford-ceo-we-cant-build-vehicles-in-the-u-s-without-the-uaw/>

<sup>8</sup> . US Department of the Treasury, *Labor Union and the Middle Class*, August 2023

<sup>9</sup> . Jake Sullivan, *America Needs a New Economic Philosophy*, Foreign Policy, février 2020, (<https://foreignpolicy.com/2020/02/07/america-needs-a-new-economic-philosophy-foreign-policy-experts-can-help/>)

<sup>10</sup> . Laurence Nardon, *Les Bidenomics : contours et critiques de la nouvelle politique économique américaine*, Notes de l'Ifri, Potomac Paper #48.

<sup>11</sup> . Brian Deese on *Biden's vision for a twenty-first-century American industrial strategy*, Online Event at Atlantic Council, June 23, 2021.

prolétaires. Les mesures sociales « pro-middle class » ont pour fonction de rendre celle-ci à la fois économiquement plus efficiente et idéologiquement plus volontaire.

« Il s'agit de renforcer les systèmes publics qui relient nos routes, nos ponts, nos ports, l'accès universel à l'internet à haut débit, un internet à haut débit accessible, un réseau électrique modernisé, un système de transport et un système électrique qui fonctionnent ensemble vers un avenir sans carbone, de nouvelles écoles et des structures d'accueil pour les enfants qui permettent – **qui sont les éléments qui permettent aux gens et aux parents de travailler.** »<sup>12</sup> Le but est ici clairement établi, mettre plus de monde au travail, et vise à emporter l'adhésion du plus grand nombre de travailleurs possible, ce que le renouveau du syndicalisme ne manquera pas de favoriser.

Ce discours de gauche répond ainsi à la rupture qu'annonçait à la fois Jake Sullivan, parmi d'autres, et... Trump lui-même et à « sa » manière. Et l'issue de la grève lancée par l'UAW vient illustrer la finalité de classe de la politique économique de rupture qui est assumée par le gouvernement démocrate de Biden.

## La fin du néo-libéralisme

« Comme par le passé, les États-Unis doivent dépasser l'idéologie économique dominante des dernières décennies (parfois imparfaitement appelée néolibéralisme) et repenser le fonctionnement de l'économie, les objectifs qu'elle doit servir et la manière dont elle doit être restructurée pour servir ces objectifs – et il s'agit là d'un impératif géopolitique aussi bien qu'économique. »<sup>13</sup>

Les Bidenomics comme Biden lui-même les appelle, comportent plusieurs volets. Dès son accession au pouvoir, il a commencé à mettre en place des plans étatiques correspondant à ce que ce même Jake Sullivan avait appelé de ses vœux dès 2020 : « les investissements dans les infrastructures, la technologie, l'innovation et l'éducation qui détermineront la compétitivité à long terme des États-Unis par rapport à la Chine. »<sup>14</sup> L'objet du retour de l'État au service des classes moyennes est de remettre sur pied une force de travail efficace et adaptée aux besoins de la défense du capital américain face aux enjeux auxquels il se trouve confronté, en particulier face à la montée en puissance économique, politique et surtout impérialiste et militaire de la Chine.

L'American Rescue Plan Act voté, mars 2021, dès l'accession de Biden au pouvoir, succéda au CARES Act voté sous Trump pour « aider les familles » suite à la pandé-

mie de covid et au confinement. « Au total, c'est la somme astronomique de 5200 milliards de dollars qui a été distribuée aux ménages américains pendant le Covid-19. »<sup>15</sup> L'Infrastructure Investment and Jobs Act, novembre 2021 et d'un montant de 1200 milliards de dollars, est destiné « à rénover toutes les infrastructures liées à la circulation (...) du réseau de distribution d'eau potable, du réseau électrique (...) et l'installation du haut débit internet sur tout le territoire. » Le CHIPS and Science Act, août 2022, vise à relancer les programmes de recherche et à relocaliser la production de high-tech aux États-Unis. Ce programme en particulier se centre sur la production de semi-conducteurs, les CHIPS, dans un but évident de s'en assurer le contrôle par rapport à la Chine qui est en retard sur ce plan – rappelons ici que Taïwan en est le principal producteur actuel. Et enfin, le Inflation Reduction Act (IRA) dont l'objet officiel est d'assurer au moyen de subventions et autres avantages fiscaux « la transition écologique » de l'Amérique. Une de ses priorités est donc de développer le passage au tout électrique par la création d'usines de batterie électriques. Celles-là même auquel le syndicat UAW vient d'apporter son aval et sa participation. Il est un autre objet qui explique son appellation: l'inflation est censée reculer du fait d'une augmentation des impôts sur les sociétés aux revenus les plus hauts et par l'encadrement des prix des médicaments imposés aux entreprises pharmaceutiques. Ce faisant, les dépenses du Medicare – la sécurité sociale américaine – baisseraient et beaucoup de patients atteints de maladies chroniques pourront se soigner – tant mieux pour eux bien sûr – et... redevenir productifs.

« Enfin, l'IRA comme le CHIPS Act participent d'un certain nationalisme économique des Bidenomics, totalement assumé par ses concepteurs. En avril 2023, Jake Sullivan a ainsi prononcé un discours à la Brookings Institution détaillant le versant international de la nouvelle politique économique des États-Unis. (...) Il confirme la remise en cause au plus haut niveau du principe de libre-échange, en contradiction avec les règles de l'OMC. C'est ainsi que l'IRA contient de solides mesures protectionnistes. »<sup>16</sup>

Selon les canons néolibéraux et de l'orthodoxie monétariste, l'endettement abyssal des États-Unis et le déficit budgétaire chronique ne permettraient pas, en théorie, de financer de telles dépenses. Mais, l'heure n'est plus aux équilibres budgétaires et financiers. « Les décideurs politiques devraient reconnaître que le sous-investissement est une menace plus importante pour la sécurité nationale que la dette nationale des États-Unis. »<sup>17</sup> En réalité, et contrairement aux autres puissances, occidentales en particulier, seuls les États-Unis sont en capacité de ne pas tenir compte de leur déficit et de leur endet-

<sup>12</sup> . idem, souligné par nous.

<sup>13</sup> . Jake Sullivan, *op.cit.*, souligné par nous.

<sup>14</sup> . idem.

<sup>15</sup> . Laurence Nardon, *op.cit.*

<sup>16</sup> . idem.

<sup>17</sup> . Jake Sullivan, *op.cit.*

tement. Le dollar restant la monnaie internationale de réserve, déficit et endettement américains sont en grande part assurés par le reste du monde, contraint d'utiliser le dollar pour la majorité des échanges internationaux et dont nombre de capitaux sont attirés par les bons du trésor américains.<sup>18</sup> C'est précisément à ce garrot du dollar sur toutes les autres puissances, que la Chine, et autour d'elle d'autres à commencer par la Russie, essaient d'échapper en tentant d'imposer leurs échanges réciproques dans leurs propres monnaies. Bref et pour faire simple, les *Bidenomics* seront en grande partie financées par le reste du monde.

### « Bidenomics » ou le nouveau New Deal

« C'est la première fois depuis le New Deal que de tels investissements fédéraux sont lancés pour rénover les infrastructures du pays. »<sup>19</sup>

Nous avons là ce qui historiquement s'appelle une *politique de grands travaux*. C'est là que se situe la rupture. Cette politique de *grands travaux* ne peut manquer de nous rappeler la politique de *New Deal* lancée par Roosevelt ou encore celle de l'Allemagne nazie des années 1930, les deux – parmi d'autres, dont les *Fronts Populaires* – préparant la guerre en développant « économie de guerre » et réarmement. Le *New Deal* prépara tant au plan économique qu'aux plans idéologiques et politiques les États-Unis pour la 2<sup>e</sup> Guerre impérialiste mondiale. Il est particulièrement important de rappeler comment les politiques *rooseveltiennes* conclurent définitivement le procès historique d'intégration des syndicats américains, AFL et CIO, à l'appareil d'État pour les besoins de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale. Il est toujours facile et tentant, mais aussi dangereux, de comprendre les événements du présent comme simple répétition du passé et d'en faire des schémas figés. Pour autant les similitudes sont criantes entre le *New Deal* d'hier et les *Bidenomics* d'aujourd'hui. Là-aussi, ce serait une erreur de n'y voir que des considérations d'ordre économique. La bourgeoisie américaine est très claire sur le fait que les *Bidenomics* ont pour objet le maintien de la superpuissance impérialiste américaine et l'*endiguement* – le *containment* – des rivaux, principalement aujourd'hui la Chine. Rappelons que cette politique d'*endiguement* fut déjà celle que les États-Unis développèrent vis-à-vis du Japon dans les années 1930 et jusqu'à ce que ce dernier tente de déserrer l'étouffement progressif par la guerre et l'attaque sur Pearl Harbour. C'est aussi en partie, et à une échelle moindre, la politique qu'ont menée les États-Unis vis-à-vis de la Russie, amenant l'Otan aux frontières de celle-ci et la contraignant à vouloir desserrer

le garrot par l'invasion de l'Ukraine. En fait, la politique économique américaine doit se mettre au service de la défense de l'impérialisme américain. N'est-ce pas précisément ce qui se réalise en vue et en temps de guerre comme nous l'ont prouvé les deux premières guerres mondiales ? Et c'est là la fonction historique du capitalisme d'État : préparer et assurer la centralisation et le contrôle de l'appareil productif et la cohésion sociale et nationale pour et durant la guerre. Et pour cela, les syndicats sont indispensables.

« Dans un tel monde, c'est l'économie, au moins autant que le reste, qui déterminera le succès ou l'échec des États-Unis en géopolitique. (...) L'histoire frappe à nouveau. La concurrence croissante avec la Chine et les changements dans l'ordre politique et économique international devraient provoquer un instinct similaire au sein de l'establishment contemporain de la politique étrangère. Les experts en sécurité nationale d'aujourd'hui doivent dépasser la philosophie économique néolibérale dominante des 40 dernières années. »<sup>20</sup>

### Préparer la guerre impérialiste généralisée

Nous l'avons dit, la rupture date de la fin du mandat d'Obama et de l'élection de Trump. C'est alors que l'ensemble de la bourgeoisie américaine, parti républicain comme parti démocrate, s'est rendue compte que la Chine s'imposait toujours plus comme le principal rival commercial et impérialiste avec une force militaire de plus en plus menaçante. Loin d'être l'expression d'une perte de maîtrise politique de l'appareil étatique américain – comme beaucoup, y compris parmi les minorités communistes, ont pu le comprendre – l'élection d'un personnage disruptif comme Trump indiquait l'ampleur de la rupture à effectuer.

« 'Avec Trump, les masques tombent'. *Son langage, brutal, vulgaire, grossier, insultant, loin de l'habituel langage diplomatique policé, est un langage de guerre ; de guerre commerciale ; de guerre impérialiste ; et de guerre de classe.* 'Est-ce que cela sonne comme un remake des années 1920 et 1930 ? Oui, 100 ans plus tard.' (The Guardian, 17/1/2017). *En à peine quelques semaines de présidence, "l'impensable et imprévisible" Trump est devenu un facteur actif d'accélération de la situation historique et des contradictions de fond du capitalisme qui ont elles-mêmes provoqué son élection. Avec l'élection de Trump, la bourgeoisie américaine s'engage dans une marche à la guerre généralisée.* » (Révolution ou guerre #7, Les prolétaires doivent répondre à Trump et à tous les États capitalistes, février 2017)

La bourgeoisie américaine n'a pas trouvé mieux, apparemment, que la personnalité, disons *perturbée*, d'un Trump pour assurer la rupture historique. Celle-ci accomplie, du moins idéologiquement, et vu l'état du parti républicain aujourd'hui, seul le parti démocrate – historiquement le « parti de la guerre » aux États-Unis – pouvait mettre en place une politique d'ensemble co-

<sup>18</sup> . Même si cette « attraction » diminue ces derniers temps pour des raisons que nous ne pouvons pas développer ici.

<sup>19</sup> . Laurence Nardon, *op.cit.*

<sup>20</sup> . Jake Sullivan, *op.cit.*

hérente, en particulier vis-à-vis du prolétariat, de *grands travaux*. Par exemple, de tenir le discours qui suit et qui est indispensable pour essayer de prévenir toute réaction prolétarienne, pardon des *classes moyennes*, et gagner l'adhésion des ouvriers et des « minorités » en tout genre :

« *Les précédentes transformations économiques aux États-Unis n'ont pas entraîné tout le monde dans leur sillage. En procédant différemment cette fois-ci, nous renforcerons notre compétitivité économique. Nous savons qu'en donnant la priorité à l'équité entre les races et les sexes, nous pouvons réduire les écarts béants en matière de richesse et d'opportunités et libérer une croissance plus forte. Nous savons qu'en investissant dans l'ensemble de l'Amérique, en particulier dans les régions qui ont souffert de décennies de désindustrialisation, nous pourrions éviter un nouveau décalage géographique et une nouvelle polarisation et libérer une plus grande partie de notre capacité d'innovation. Et en garantissant des normes de travail pour tous et en intégrant la voix des travailleurs dans le processus, l'industrie américaine sera plus résistante à long terme.* »<sup>21</sup>

Aujourd'hui, avec l'éclatement de la guerre en Ukraine en 2022, suivie de la guerre au Proche-Orient, les orientations de politiques économiques annoncées et mises en place par les *Bidenomics* prennent toute leur signification historique : il faut se préparer à l'affrontement et à endiguer la montée en puissance militaire de la Chine et de ses alliés d'aujourd'hui, Russie, Iran, Corée du nord... Que ce soit l'*Infrastructure Act*, le *CHIPS Act* et, surtout, l'*Inflation Act*, tous concourent à préparer la société américaine pour l'affrontement impérialiste et militaire frontal avec le seul rival en capacité – aujourd'hui – de constituer un pôle et, à terme, un bloc impérialiste rival.

En ce sens, les *Bidenomics* signifient une attaque directe contre le prolétariat d'Amérique qui cherche à la fois à le soumettre à l'intensification de l'exploitation pour les besoins de défense du capital américain, non plus seulement économiques mais maintenant et surtout pour ses besoins impérialistes et militaires. « *Les hypothèses passées ont conduit, entre autres, à des bouleversements intérieurs et à des faiblesses et des angles morts dans l'approche des États-Unis à l'égard de la Chine. Il est temps de les abandonner. La communauté de la politique étrangère doit activement rechercher un nouveau modèle économique. La sécurité nationale de l'Amérique en dépend.* »<sup>22</sup> La première bataille significative de l'offensive que la bourgeoisie américaine se doit de mener contre son prolétariat fut la grève organisée par l'UAW dans l'industrie automobile. Loin de représenter une avancée ouvrière, cette grève a au contraire renforcé la main-mise idéologique et politique du syndicalisme sur la classe ouvrière tout en cherchant à soumettre celle-ci aux impératifs de la

transition technologique indispensable pour la défense du capital national et la préparation à la guerre.<sup>23</sup> Il y aura d'autres batailles et rien n'est fatal à ce jour. Mais il importe de reconnaître cette défaite et sa réelle signification historique. Ne serait-ce que pour en avertir le prolétariat international et les minorités révolutionnaires et communistes.

Nous avons vu que les *Bidenomics* ne font que poursuivre et amplifier la voie ouverte par le gouvernement Trump. Soyons clairs : un éventuel retour de ce dernier, voire d'un républicain, au pouvoir lors des élections de 2024 ne remettra pas en cause le tournant historique pris par la bourgeoisie américaine. « *Le résultat des prochaines élections présidentielles ne changera probablement pas le cap d'une politique économique devenue résolument post-libérale aux États-Unis. L'Union européenne et le reste du monde doivent poursuivre leur adaptation à cette nouvelle donne.* »<sup>24</sup>

Tout comme les années 1930, le *New Deal* de Roosevelt, avec les politiques de *Front Populaire* en Europe occidentale, avait donné le ton, le « la », pour les politiques à mener par toutes les bourgeoisies des pays « démocratiques », en vue de la guerre contre les pays « fascistes ». Les *Bidenomics* d'aujourd'hui, dont la politique de « gauche » pro « middle class », indiquent le chemin que les bourgeoisies des vieux centres historiques du capitalisme, principalement d'Europe occidentale, doivent suivre. À la différence près qu'elles ne disposent pas de l'arme et outil monétaires que constitue le dollar – l'euro n'ayant jamais à ce jour réussi à concurrencer réellement le dollar – pour accroître sans risque leur déficit budgétaire et leur endettement ; et qu'imposer au prolétariat les sacrifices que le développement de l'économie de guerre sera sans doute encore plus difficile qu'aux États-Unis.

Pour ce qui est des rivaux, la Chine, la Russie, etc., le capital national s'est historiquement et réellement développé sur la base de l'économie de guerre sous couvert de « construction du socialisme ». Dans un certain sens, ils sont déjà prêts sur ce plan comme semble le prouver la capacité de la Russie à soutenir sa guerre en Ukraine. Néanmoins, des deux côtés de la polarisation impérialiste, la clé historique reste entre les mains du prolétariat. Face aux attaques que la bourgeoisie ne peut que redoubler, saura-t-il répondre à la hauteur des événements et du dilemme historique ? Tel est l'enjeu. Pour cela, il ne faudra pas qu'il perde trop de batailles comme celle qu'il vient de perdre avec la « victoire historique » de l'UAW.

RL, 30 novembre 2023

<sup>21</sup> . Brian Deese, *op.cit.*, souligné par nous.

<sup>22</sup> . Jake Sullivan, *op.cit.*

<sup>23</sup> . Et d'une certaine manière, elle est la réponse bourgeoise aux mobilisations massives prolétariennes de 2022-2023 en Grande-Bretagne et France.

<sup>24</sup> . Laurence Nardon, *op.cit.*

## L'obstacle syndical aux États-Unis : un article du CCI que nous soutenons

**N**ombreux seront surpris. Nous publions ci-dessous un article récent du CCI que nous soutenons pour la critique **politique** qu'il porte sur l'intervention du groupe « bordiguiste », Il Partito Comunista Internazionale. Celui-ci s'est développé dernièrement aux États-Unis et y publie The Communist Party. L'écho – bien évidemment tout relatif – que rencontre ce groupe aux États-Unis peut surprendre. D'autant que « l'orthodoxie » de son bordiguisme fait que les positions politiques qu'il défend restent figées au... deuxième congrès de l'Internationale communiste. En particulier, il continue à défendre que le syndicat reste l'organe unitaire de la classe ouvrière. Il en appelle à la reconquête de la direction syndicale et au « syndicalisme rouge ». Et c'est sans doute cette position qui peut expliquer l'écho qu'il rencontre dans les forces nouvelles et in-expérimentées qui surgissent dans le pays. Le fait que l'expérience de dynamique de grève de masse par le prolétariat nord-américain reste particulièrement lointaine – les années 1930 – et limitée – essentiellement les manifestations de chômeurs –, fait que la question syndicale reste un obstacle beaucoup plus affirmé qu'en Europe ou dans le reste du monde. Ne serait-ce que parce que tout type de lutte ouvrière est inconcevable pour l'énorme majorité de travailleurs et de militants d'Amérique sans les syndicats. Par comparaison, et même si le souvenir s'en éloigne, les grèves sauvages des années 1960-1970 en Europe occidentale, particulièrement les grèves de masse française de 1968 et italienne de 1969, ou encore la grève de masse en Pologne de 1980 font partie de la tradition prolétarienne. Roosevelt et le New Deal des années 1930 sanctionnèrent l'intégration totale et définitive des syndicats américains à l'État capitaliste en vue de la préparation à la 2<sup>e</sup> guerre impérialiste mondiale et d'assurer le contrôle et la discipline du prolétariat avant, pendant et après la guerre. La reconnaissance des « droits syndicaux » dans les entreprises s'accompagna de l'adoption d'une législation anti-ouvrière répressive. Toute grève significative, et cherchant un minimum d'efficacité et de réussite, est interdite et réprimée, et si besoin un décret du gouvernement l'interdit officiellement, comme ce fut le cas lors de la mobilisation des cheminots américains de 2022.

Il est plusieurs raisons à notre publication de l'article du CCI critiquant la position et l'intervention du Partito. La première est que nous avions prévu un article de critique de l'intervention de ce groupe<sup>(a)</sup> dans les luttes ouvrières, particulièrement celle d'UPS, aux États-Unis. En lisant l'article du CCI et constatant que nous en partagions l'essentiel, il devenait inutile – et économe de nos forces – d'écrire notre propre prise de position au lieu de reproduire et soutenir celle du CCI. Ensuite, comme tout un chacun habitué à lire le CCI des années 2000, le ton et le contenu politique de cet article diffèrent considérablement des polémiques sectaires et stupides dont cette organisation gratifie d'ordinaire l'ensemble du camp prolétarien ; tout particulièrement ces derniers temps. Soutenir cette prise de position ne peut qu'encourager les forces les moins sectaires qui peuvent encore exister, voire émerger, en son sein à poursuivre dans cette voie. Enfin, le contenu politique de différents arguments est à souligner et à appuyer. Ce n'est pas seulement parce qu'ils reprennent la démarche et l'argumentation sur différents points que nous développons dans notre propre plateforme politique et dans nombre de nos prises de position. Mais surtout, parce qu'ils tendent à rompre avec l'approche et l'argumentation d'ordre conseilliste que le CCI des années 2000 a systématisés et auxquels sa plateforme ouvre la porte.

Sans doute, est-ce ce qui explique l'absence de traduction, à ce jour, en français et en espagnol en particulier, de cet article rédigé par un membre anglosaxon. Nous l'avons donc traduit nous-mêmes. Pour aider le lecteur et les militants à s'arrêter sur les points présentant un intérêt de débat et un enjeu en terme d'intervention dans les luttes ouvrières, nous introduisons dans le corps même de l'article du CCI nos commentaires de soutien ou de critique. Ils sont mis entre parenthèse et soulignés en gras.

17 novembre 2023

Note (a) : Cf. en anglais The Communist Party #53, [https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/PDF/TCP\\_053.pdf](https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/PDF/TCP_053.pdf)

### Une intervention opportuniste dans les luttes ouvrières aux États-Unis (Courant Communiste International)

**D**epuis l'été 2022, l'intervention des révolutionnaires dans la lutte de la classe ouvrière est devenue une perspective plus concrète car, après trois ou quatre décennies de recul profond de la combativité et de la conscience de la classe, le prolétariat a finalement relevé la tête. Cette résurgence des luttes, qui a commencé avec « l'été du mécontentement » au Royaume-Uni, a été suivie par des grèves, des manifestations et des protestations ouvrières dans divers autres pays, y compris les États-Unis.<sup>25</sup>

Le Parti communiste international, qui publie *Il Partito Comunista*, l'une des organisations de la Gauche communiste, a rendu compte de son intervention dans certaines des luttes ouvrières de l'année écoulée aux États-Unis, parmi lesquelles une grève de 600 travailleurs municipaux à la station d'épuration de Portland (Oregon), qui a débuté le vendredi 3 février 2023. Cette grève a été accueillie par des expressions de solidarité de la part d'autres travailleurs municipaux, dont cer-

<sup>25</sup> . Nous avons enlevé les notes de l'article du CCI, dont celle qui se trouve à cet endroit du texte, qui renvoyaient à des textes de ce

lui-ci. Nous avons maintenu les notes indiquant la source des citations faites par l'article. Nos propres notes sont elles-aussi entre parenthèses et en gras.

tains ont également rejoint les piquets de grève. Au cours de cette grève, *Il Partito* a publié un article et distribué trois tracts dans lesquels il dénonce le capitalisme comme un système d'exploitation dictatorial et tire la leçon suivante : « *ce n'est qu'en s'unissant par-delà les secteurs et les frontières que la classe ouvrière peut véritablement lutter pour mettre fin à la condition d'exploitation qui est la sienne sous le capitalisme.* »<sup>26</sup>

Dans les conditions actuelles de reprise internationale et historique des luttes après des décennies de désorientation et de dispersion, s'engager dans la lutte est déjà en soi une victoire. Voilà pourquoi il est important de signaler que, comme l'a fait *Il Partito*, les travailleurs municipaux de Portland ont été en mesure de développer leur unité et leur solidarité face aux intimidations, à leur criminalisation et aux menaces de la bourgeoisie.

Mais les révolutionnaires ne peuvent s'arrêter là. Dans leurs interventions dans la presse, les tracts ou autres, ils doivent proposer des perspectives concrètes telles que l'appel aux travailleurs à étendre la lutte au-delà de leur propre secteur, en envoyant des délégations sur d'autres lieux de travail et dans d'autres bureaux. Comme le souligne l'un de nos récents articles, dès aujourd'hui les travailleurs doivent « *lutter tous ensemble, en réagissant de façon unitaire et en évitant de s'enfermer dans des luttes locales, au sein de son entreprise ou de son secteur.* »

**[C'est juste. Si cela correspondait aux interventions à venir du CCI, alors il s'agirait d'une rupture avec celles qui ont prévalu depuis maintenant plus de vingt ans. Celles-ci consistent à faire de la récupération de l'identité de classe la pré-condition à tout développement significatif des luttes ouvrières : « retrouver (...) l'identité de classe [est] la base de toute solidarité de classe et ce sera la base pour que, dans le futur, les luttes puissent s'élever à un niveau supérieur à travers leur extension et leur unification »<sup>27</sup>]**

Mais pour ce faire, pour renforcer la lutte, la question principale que les révolutionnaires doivent poser clairement aux travailleurs est de savoir qui est du côté des travailleurs et qui est contre eux. Et sur cette question, le PCI diffuse un brouillard mystificateur.

**[Si la deuxième phrase est juste, la première l'est moins.**

<sup>26</sup> . ICP intervention in the Portland City Workers' Strike ([https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/TCP\\_051.htm](https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/TCP_051.htm))

<sup>27</sup> . [Parmi tant d'articles et tracts du CCI, cf. *Révolution internationale* #345, *Face à l'aggravation des attaques capitalistes, la classe ouvrière reprend le chemin de la lutte* ([https://fr.internationalism.org/ri345/greve\\_Grande\\_Bretagne.htm](https://fr.internationalism.org/ri345/greve_Grande_Bretagne.htm)) Pour une critique plus large de la position du CCI sur cette question, nous renvoyons nos lecteurs en particulier à notre prise de position sur la polémique du CCI sur l'intervention du PCI-Le Proletaire lors de la mobilisation massive en France de l'automne-hiver 2019 dans RG #19 : <http://www.igcl.org/Retour-sur-la-polemique-du-CCI>.]

**Dans la réalité de la lutte des classes et de l'intervention des révolutionnaires, cette proposition consistant à éclairer les masses sur la nature des syndicats et des forces de gauche, comme question principale, revient à en faire la pré-condition au renforcement de la lutte. C'est en contradiction avec la proposition précédente que nous avons saluée : avancer des orientations et des mots d'ordre, les plus précis possible, concrets en vue du développement, de l'extension et de la généralisation de toute lutte. Ce n'est pas en dénonçant en soi les syndicats que ces orientations pourront se concrétiser et être mises en pratique par les travailleurs. Par contre, c'est le combat et les positionnements pour ou contre leur réalisation qui pousseront les prolétaires à prendre en main le combat politique contre les diverses manœuvres et opérations de sabotage syndical et ainsi à rejeter syndicats et le syndicalisme en tant qu'idéologie et pratique. Et c'est en cela sur le terrain concret – c'est-à-dire politique – de la confrontation de classe que le parti communiste, aujourd'hui les groupes communistes, la direction politique, sont essentiels.]**

### **Opportunisme sur la question syndicale...**

Pour la Gauche communiste, le syndicalisme en tant que tel, et donc non seulement la direction syndicale mais aussi les structures de base des syndicats, sont devenus une arme de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Le syndicalisme, qui est par définition une idéologie qui maintient la lutte dans les limites des lois économiques du capitalisme, est devenu anachronique au siècle des guerres et des révolutions, comme l'ont clairement démontré les révolutionnaires de la Première Guerre mondiale et la vague révolutionnaire qui a débuté en 1917. Les nouvelles conditions de l'époque actuelle exigent que les luttes dépassent la particularité du lieu de travail, de la région et de la nation et prennent un caractère massif et politique. Alors que les syndicats ne sont plus d'aucune utilité pour les luttes des travailleurs, ils ont été récupérés par la bourgeoisie et utilisés pour contrer la tendance à l'extension et à l'auto-organisation des luttes. Dans une telle période, défendre la méthode de lutte syndicaliste comme un authentique moyen de promouvoir la combativité de la classe ouvrière n'est rien d'autre qu'une concession à l'idéologie bourgeoise, une forme d'opportunisme.

**[Notons au passage le sérieux et l'esprit de la polémique qui permet d'aborder et confronter les questions théorico-politiques et ainsi d'éclairer tout lecteur et militant sur l'opposition des positions politiques de fond.**

Il faut souligner l'importance de ce point et, surtout, de l'argumentaire de l'article. Nous l'appuyons et encourageons ceux qui le partagent au sein du CCI à le développer et à assumer le combat politique interne qu'il ne manquera pas de soulever. En effet, en défendant que le syndicalisme « *est devenu anachronique au siècle des*

guerres et des révolutions », l'article touche à la raison historique fondamentale, la période de *révolution ou guerre*, le facteur guerre impérialiste généralisée nécessitant le développement universel du capitalisme d'État, qui détermina depuis lors « *les nouvelles conditions de l'époque actuelle* » pour la lutte des classes. Nous renvoyons à notre plateforme sur ce point. Ce faisant, l'article dépasse les limites d'ordre conseilliste de la plateforme du CCI qui explique la mort des syndicats et des organisations de masse prolétariennes pour la classe révolutionnaire – et leur intégration à l'État bourgeois – par la simple explication d'ordre économiste : « *le capitalisme cesse d'être en mesure d'accorder des réformes et des améliorations en faveur de la classe ouvrière...* »<sup>28</sup>

Face au problème des formes d'organisation nécessaires à la défense des conditions de vie de la classe ouvrière, qu'il s'agisse de syndicats de classe, de réseaux ou de coordinations, *Il Partito* défend une position opportuniste qu'il justifie de la manière suivante : il reconnaît que, « *depuis la fin du XIXe siècle, la soumission progressive des syndicats à l'idéologie bourgeoise, à la nation et aux États capitalistes* »<sup>29</sup> a été une tendance réelle. Mais il n'explique pas comment il est possible que tous les syndicats aient été intégrés à l'État bourgeois au cours des premières décennies du 20e siècle. Pour *Il Partito*, il s'agit d'une pure coïncidence, puisqu'il n'affirme pas que les conditions objectives ont fondamentalement changé depuis lors. En revanche, il affirme que les attaques économiques contre les travailleurs « *conduiront à la renaissance de nouveaux syndicats libérés du conditionnement bourgeois* » et « *dirigés par le parti communiste* ». Ces syndicats seront même « *un instrument puissant et indispensable pour le renversement révolutionnaire du pouvoir bourgeois.* »<sup>30</sup>

[Commentaire totalement secondaire sur la première partie de ce paragraphe : un débat pourrait avoir lieu sur l'intégration définitive et intégrale des syndicats comme organes de l'État capitaliste en tant que résultat final du processus – et du combat politique entre les classes. Le processus s'est ouvert avec la 1<sup>er</sup> Guerre mondiale, pour les besoins de celle-ci. Mais quand s'est-il définitivement terminé ? Les années 1920 ? 1930 avec les politiques de New Deal-Front Populaire et fascistes dans la préparation à la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale ? Ou encore lors de la reconstitution des syndicats en 1945 ? Même si secondaire, cette question renvoie aux expériences historiques des fractions de gauche de l'Internationale communiste et à la revendication – ou fil – historique

des groupes communistes d'aujourd'hui. Grossièrement et pour expliciter : gauche germano-hollandaise ou gauche d'Italie, ou bien les deux à la fois et en « *synthèse* »?]

En d'autres termes : après la trahison des anciens syndicats, de nouveaux syndicats ouvriers apparaîtront et, dans la bonne tradition bordiguiste, on suppose que, dirigés par un véritable parti révolutionnaire, ils rempliront un rôle révolutionnaire. Mais ici, il faut réveiller *Il Partito* de son rêve, car les conditions de la lutte de la classe ouvrière ont complètement changé depuis le début du 20ème siècle. Cela signifie que la lutte ne peut plus « *se préparer d'avance sur le plan organisationnel.* (...) *La lutte prolétarienne tend à dépasser le cadre strictement économique pour devenir sociale, s'affrontant directement à l'Etat, se politisant et exigeant la participation massive de la classe.* (...) *Le succès des grèves ne dépend pas des fonds financiers recueillis par les ouvriers mais bien fondamentalement de leur capacité d'élargissement.* »<sup>31</sup>

[Nous sommes totalement en accord avec ce passage d'un texte de 1980. En particulier, avec l'insistance sur « *l'affrontement direct à l'État* » même si nous n'utilisons pas la formule « *se politisant* ». Depuis sa constitution, le GIGC défend cette approche et cette position qu'il a incluses dans sa propre plateforme.]

Et à cause de ce nouveau contenu, les syndicats ne répondent plus aux besoins de la lutte prolétarienne, et même le fait d'être dirigés par un parti révolutionnaire n'y changerait rien. [Remarque secondaire : l'argument est en soi curieux et même contradictoire : comment un organe de l'État bourgeois pourrait-il être dirigé par un parti révolutionnaire, c'est-à-dire prolétarien ? C'est plutôt cet argument qu'il aurait fallu avancer...] La volonté d'*Il Partito* de défendre l'existence d'organes permanents de lutte, aussi bien dans les périodes de lutte ouverte que dans les périodes d'absence de lutte, conduira inévitablement à l'échec. Une renaissance des syndicats en tant que véritables organisations de la classe ouvrière n'est possible que dans l'imagination du *Partito*, pour qui le rôle du parti dans la lutte n'est pas seulement décisif, mais semble même capable d'invoquer le pouvoir surnaturel d'adapter les syndicats aux besoins réels de la lutte des travailleurs.

... conduit les travailleurs dans une impasse

Le premier tract distribué lors d'une manifestation le samedi 28 janvier s'intitulait « *Travailleurs municipaux de Portland : Lutter pour la liberté de faire grève* », une « *liberté* » attaquée par la proclamation de l'état d'urgence par la municipalité.

Avec la revendication de la « *liberté de grève* », ce tract met d'emblée les travailleurs sur une fausse piste. Au

<sup>28</sup> . [Plateforme du CCI, point 7 sur les syndicats, cf. notre critique de la plateforme du CCI dans RG #18.]

<sup>29</sup> . Questions from the USA on the SI Cobas and the Trade Unions [https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/TCP\\_004.htm](https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/TCP_004.htm)

<sup>30</sup> . *idem*.

<sup>31</sup> . CCI, *La lutte du prolétariat dans la décadence du capitalisme*, Revue Internationale #23, 1980 (<https://fr.internationalism.org/rinte23/proletariat.htm>)

19ème siècle, lorsque les syndicats étaient encore des organisations unitaires de la classe ouvrière dont le rôle était d'améliorer les conditions de travail et de vie au sein du capitalisme, une telle revendication était sans aucun doute valable. Mais aujourd'hui, alors que les syndicats font partie de l'État capitaliste, les travailleurs n'ont rien à gagner à soutenir une campagne de défense du droit de grève. Car une telle lutte est en réalité une lutte pour les droits du syndicat à contrôler les luttes des travailleurs. La classe ouvrière n'a pas besoin de se battre pour la légalisation de ses propres grèves, car dans les conditions du capitalisme d'État totalitaire, toute grève susceptible de créer un véritable rapport de force contre la bourgeoisie est par définition illégale. L'objectif de cette campagne pour la liberté de grève est principalement de garantir que les luttes restent confinées dans les étroites limites légales de la politique bourgeoise et du contrôle syndical. Lorsque la bourgeoisie accorde le droit de grève, son but est uniquement de réduire la lutte des travailleurs à une protestation inefficace afin de faire pression sur l'un des « partenaires de négociation ».

**[Exactement. Nous avons particulièrement développé ce point dans l'éditorial de notre dernier numéro de notre revue.<sup>32</sup>]**

Après la grève des travailleurs municipaux de Portland, les camarades d'*Il Partito*, au printemps de cette année, « ont mis en place, avec d'autres militants syndicaux, une coordination qu'ils ont appelée le *Class Struggle Action Network (CSAN)*, visant à unir les luttes des travailleurs. »<sup>33</sup> Ce CSAN est intervenu par exemple dans la grève des infirmières à la fin du mois de juin. Mais quelle est la nature réelle du CSAN ? Quelle pourrait être la perspective d'un tel réseau, « destiné à unir les luttes des travailleurs » ?

Ce CSAN n'est pas né en réaction à un besoin particulier des travailleurs de prendre la lutte en main, d'envoyer des délégations massives à d'autres travailleurs, d'organiser des assemblées générales ouvertes à tous les travailleurs ou de tirer des leçons pour préparer de nouvelles luttes. Non, rien de tout cela, le Réseau a été créé complètement en dehors de la dynamique concrète de la lutte par les camarades d'*Il Partito* « inspi-

rés par les mêmes principes et méthodes sur lesquels le *Coordinamento Lavoratore Lavoratrici Autoconvocati* s'est formé en Italie »<sup>34</sup> au milieu des années 1980. Et sur le site web de ce Réseau<sup>35</sup> on peut lire, non par hasard, un article d'*Il Partito*, qui précise que l'objectif est de travailler à « la renaissance du syndicat de classe. »

**[Il n'y pas la place et il serait abusif de critiquer cet article pour ne pas avoir développé sur la position historique du CCI sur les comités de lutte. En ce sens, si la critique ici émise contre l'initiative du Partito est en partie valable, elle laisse d'autres parties de la question dans l'obscurité qui demanderaient plus d'explication. Par exemple, est-ce qu'une organisation communiste peut être à l'initiative de comités de lutte ?]**

Comme nous l'avons dit plus haut, les syndicats sont aujourd'hui des instruments de l'État bourgeois et toute renaissance en tant qu'organisations de la classe ouvrière est impossible. Ainsi, la politique d'*Il Partito* ne peut qu'enfermer les travailleurs combattifs dans une lutte totalement vaine et décourageante. Dans ce contexte, le CSAN subira le même sort que tout organe créé artificiellement : soit rester un appendice d'*Il Partito*<sup>36</sup>, soit devenir une expression radicale du syndicalisme bourgeois. Mais le plus probable est qu'il disparaîtra après qu'*Il Partito* aura tenté de le maintenir artificiellement en vie. Il pourra alors enterrer cet enfant mort-né en silence, sans avoir besoin de tirer d'autres leçons de cette expérience.

Dans la grève des travailleurs municipaux, « les camarades ont participé aux piquets de grève, aidant les travailleurs à les renforcer. »<sup>37</sup> Le rapport de l'intervention dans la grève des infirmières ne parle que de l'intervention du CSAN organisant « des participants pour la solidarité sur les piquets de grève ». Cela donne l'impression qu'il n'y a pas eu d'intervention d'*Il Partito*, distinct et séparé du Réseau. Ainsi, les camarades d'*Il Partito* ont participé à titre individuel aux piquets de grève en février et en juin. Mais pourquoi ? Parce que les travailleurs ne peuvent pas assumer cette tâche ? Ou bien les camarades participaient-ils en tant que délégués d'autres lieux de travail ? La réponse à ces questions ne figure pas dans les articles d'*Il Partito*. Fondamentalement, derrière son intervention, il faut souligner une grande ambiguïté sur le rôle de l'avant-garde révolutionnaire de la classe.

<sup>32</sup> . [« Le « droit de grève » dans la plupart des pays « démocratiques » occidentaux se résume au droit de faire grève à condition que celle-ci soit impuissante et inefficace. L'extension et le développement de la grève de masse sont de fait illégaux et sujet à la répression. (...) Face à cela, ne pas rester isolé et étendre aussi vite que possible toute grève ou lutte est donc la priorité des priorités. La grève de masse, telle que Rosa Luxemburg sut la reconnaître et la décrire, celle-là même que Lénine et le parti bolchevique surent diriger avec brio de février à octobre 1917, est plus que jamais une nécessité à la fois pour imposer les revendications et développer le combat, mais aussi pour paralyser toute forme de répression. » (RG #25, *Scénaristes d'Hollywood vs Oppenheimer et Barbie*, <http://www.igcl.org/Scenaristes-en-greve-d-Hollywood>)]

<sup>33</sup> . En italien, *A Portland, in Oregon: Una Rete per la Lotta di Classe* (<https://www.international-communist-party.org/Partito/Parti422.htm#Portlandrete>)

<sup>34</sup> . *idem*.

<sup>35</sup> . <https://class-struggle-action.net/wp-content/uploads/2023/08/Final-Zine-Towards-the-Rebirth-of-the-Working-Class-Trade-Union-Booklet-Superimposed.pdf>

<sup>36</sup> . Le premier bulletin d'information "*Class Unionist*" de la CSAN du mois d'octobre fait déjà état de « la réunion mensuelle de septembre du CSAN Organizing Collective [qui] fonctionnera sur un modèle du centralisme démocratique. »

<sup>37</sup> . *ICP intervention in the Portland City Workers' Strike*, *op.cit.*

### La responsabilité des révolutionnaires

En premier lieu, la tâche de l'organisation politique de la classe n'est pas d'aider la classe à renforcer le piquet de grève, à collecter de l'argent pour soutenir financièrement une grève ou à accomplir d'autres tâches pratiques pour les travailleurs en grève. Les travailleurs sont tout à fait capables de faire ces choses par eux-mêmes, sans que personne ne les remplace. Une organisation communiste a une autre tâche, qui n'est ni technique, ni matérielle, mais essentiellement politique. La lutte de la classe ouvrière doit être renforcée par l'intervention politique organisée de l'organisation révolutionnaire.

[Exact. Il est difficile de connaître la réalité immédiate-physique de l'intervention du *Partito* dans ces luttes aux États-Unis. Son site présente différents tracts, dont un s'adressant aux travailleurs de l'UPS<sup>38</sup> et l'article éditorial de son journal semble aussi être un tract. Nous pouvons en conclure que ces deux tracts ont été diffusés et donc que le *Partito* est intervenu en tant que tel, du moins lors de la grève d'UPS. En fut-il de même pour la grève à Portland ? Toujours est-il que la critique du CCI sur « l'aide fournie aux travailleurs sur les piquets de grève » est juste en soi. Là n'est pas la fonction spécifique des organisations communistes. S'il importe qu'elles se mobilisent, ou mobilisent leurs membres locaux et ceux du lieu de travail, pour intervenir à tous les rassemblements regroupant les prolétaires en lutte, y compris donc aux piquets de grève, c'est avant tout pour avancer les orientations et mots d'ordre permettant l'extension et la généralisation du combat contre leur sabotage par les syndicats. Car elles seules sont en capacité de le faire.]

Conformément à cette orientation, celle d'être un facteur politique actif dans le développement de la conscience

et de l'action autonome de la classe ouvrière, les organisations communistes doivent mettre en avant une analyse des conditions de la lutte des classes, avec lucidité et une méthode claire, tout en étant capables de dénoncer et de combattre ces ennemis de la classe ouvrière que sont les syndicats. *Il Partito*, qui justifie de manière irresponsable la possibilité de réhabiliter le syndicalisme ou de lutter à travers les syndicats, malgré des décennies de limitation et de sabotage des luttes par ces organes, ne peut ainsi qu'affaiblir le combat de classe des travailleurs. Non seulement cet opportunisme sème la confusion, mais il ne peut que conduire les travailleurs dans une impasse.

CCI, Dennis, 15 novembre 2023

« Pour autant, les révolutionnaires ne doivent pas rester indifférents aux manœuvres et actions des syndicats dans l'attente d'hypothétiques mouvements prolétariens spontanément débarrassés de leur présence. Lorsque ceux-ci sont appelés, de fait contraints, de par leur fonction anti-prolétarienne en milieu ouvrier à occuper le terrain des luttes prolétariennes, à prendre des initiatives et à appeler les prolétaires à y participer, assemblées, grèves, manifestations, afin de garder un minimum de crédibilité à leurs yeux ou bien encore pour prévenir et anticiper sur toute dynamique réelle d'extension et d'unité dans la lutte, le parti et ses membres ne doivent pas désertier le terrain imposé, les assemblées, grèves, manifestations, etc. du fait quelles seraient appelées par les syndicats. Bien au contraire, ils doivent saisir ces occasions de regroupement ouvrier pour combattre les orientations, les sabotages, et les impasses syndicalistes en y opposant les mots d'ordre et revendications favorisant le développement du combat de classe et en cherchant à regrouper autour d'eux les prolétaires les plus combattifs. Le parti doit se porter au premier rang du combat politique quotidien que le prolétariat comme un tout doit prendre en charge dans ses luttes contre les forces bourgeoises, syndicalistes et de gauche principalement. »

Plateforme du GIGC

[Pour être complet avec l'intervention d'*Il Partito*, il convient néanmoins de relever une orientation générale que nous partageons dans les conditions prévalant aux États-Unis aujourd'hui : « Bien sûr, nous comprenons que les conditions en Amérique sont telles qu'il est courant qu'une grève soit conditionnée par un vote. Dans le système actuel, le vote a lieu en ligne, où l'électeur reste anonyme et isolé. Organisez-vous avec vos collègues, exigez qu'une discussion ouverte ait lieu sur le lieu de travail et que le vote ait lieu dans des assemblées de travailleurs. »<sup>39</sup>

[Du fait des conditions particulièrement répressives et syndicalistes qui s'imposent sur le prolétariat en Amérique du nord, le combat pour imposer les votes en assemblées est sans doute essentiel pour que les travailleurs puissent décider eux-mêmes et collectivement de la grève ou non. *Il Partito* a raison de mettre en avant cette orientation, à condition qu'elle ne tombe pas dans un « fétichisme de l'auto-organisation ». Elle demande donc à être avancée concrètement selon les moments et les lieux.]

<sup>38</sup> . [\[https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/TCP\\_054.htm#UPS\]](https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/TCP_054.htm#UPS)

<sup>39</sup> . [https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/TCP\\_054.htm#UPS](https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/TCP_054.htm#UPS)

## Camp prolétarien

### Dix ans d'existence du GIGC, quel bilan ?

« Dans la phase impérialiste du capitalisme, et au point de vue général, il n'existe que deux issues : l'une capitaliste : la guerre ; et l'autre prolétarienne : la révolution. C'est seulement l'insurrection des travailleurs qui peut empêcher le déclenchement de la guerre. Cette considération fondamentale, pour ne pas rester une affirmation théâtrale d'ornementation politique, doit devenir le critère pour l'établissement de toute notre activité politique, **si minime soit-elle** »

(Bilan #2, 1933, Une victoire de la contre-révolution mondiale : les États Unis reconnaissent l'Union soviétique, souligné dans l'original.)

Le GIGC s'est constitué en novembre 2013. Il y a dix ans. Il se forma après plusieurs années de contacts et de débats entre les Communistes internationalistes de Montréal-Klasbatalo (CIM-CIK) et la Fraction interne du CCI (FICCI), puis la Fraction internationale de la Gauche communiste (FIGC) qui succéda à la première en 2010. Les membres des CIM avaient été « écartés » du groupe canadien de la TCI de l'époque, le GIO, celui-là même qui fut dissout par celle-là en 2017. À l'issue de ce processus de débats et de clarification politiques ayant débuté dès 2007<sup>40</sup>, les deux noyaux décidèrent de se dissoudre et de former le GIGC.

Le nouveau groupe partageait les *frontières de classe* que la TCI et le CCI ont en commun. Afin de se doter d'un cadre de principe minimum, il adopta le document « les positions de base » du CCI des années 1970, c'est-à-dire sans la référence à la théorie de la Décomposition. L'histoire particulière de chacun des deux noyaux<sup>41</sup> n'aurait

pas suffi, en soi, à fonder et justifier la constitution du GIGC. La défense de positions politiques spécifiques lui donna un espace et une « raison d'être » autorisant son existence particulière, comme *fraction* du camp prolétarien comme un tout. Les Thèses sur la situation historique<sup>42</sup> adoptées lors la conférence de constitution avançaient deux orientations propres à notre groupe en 2013 :

- réaffirmer la réalité et perspective de l'alternative historique *révolution ou guerre* – au point d'en faire le nom de notre revue – et donc de reconnaître dans la perspective de la guerre impérialiste généralisée un élément central et un facteur déterminant de la situation historique et de la lutte des classes ;

- et le combat pour le parti au sein du camp prolétarien faisant de la *Tendance communiste internationaliste* l'axe de cette lutte, en tant qu'unique pôle de référence et de regroupement international.

Pour réaliser et matérialiser ces deux orientations, le GIGC décida « de se doter d'une revue papier internationale, Révolution ou Guerre, – semestrielle dans un premier temps – (...) afin de pouvoir mener son intervention générale sur une base régulière en vue de développer une présence politique à la fois internationale et locale quand c'est nécessaire et là où il le peut. »<sup>43</sup> et d'un site internet. Outre ces deux orientations clairement définies et adoptées dans la Résolution de constitution, il en était une troisième dont nous étions conscients mais dont nous ne pouvions pas alors définir les termes et le contenu politique exacts : « la plate-forme exigera des développements et une argumen-

ré du CCI et du GIO interdisant la poursuite de tout engagement communiste en leur sein.

<sup>40</sup> . « Depuis plus de 6 mois maintenant, nous sommes engagés dans un processus de regroupement en vue de constituer un groupe international et internationaliste sur la base des positions et de l'expérience de la Gauche communiste internationale. Ce processus est nécessairement long si nous voulons asseoir et assurer autant que faire se peut la solidarité et la clarté politique de cette nouvelle organisation d'autant que les deux noyaux ont des histoires et des expériences quelques peu différentes. L'ouverture de ce processus avait été annoncé dans le Bulletin communiste international n°10 (février 2013) suite à la conférence des camarades de la fraction. Le lecteur peut parcourir les sommaires des différents numéros ainsi que ceux du Bulletin de la Fraction interne du CCI ([www.fractioncommuniste.org](http://www.fractioncommuniste.org)) et le blog des CI-K (<http://klasbatalo.blogspot.fr/>) pour avoir une idée du développement des contacts, des discussions et débats, de nos désaccords passés et de nos convergences et de nos collaborations et interventions communes depuis 2006 (cf. le bulletin 41 de la FICCI, 2007). » (Éditorial du Bulletin communiste international #11, octobre 2013, [http://fractioncommuniste.org/fra/bci11/bci11\\_1.php](http://fractioncommuniste.org/fra/bci11/bci11_1.php)). Les camarades intéressés peuvent se référer aux sommaires des 49 bulletins de la FICCI à partir de son numéro 41 et du Bulletin communiste international de la FIGC (onze numéros au total) : <http://fractioncommuniste.org/index.php?SEC=b00>.

<sup>41</sup> . Les membres des deux noyaux avaient été exclus de leur organisation « d'origine » et étaient confrontés à une hostilité décl-

<sup>42</sup> . Thèses sur la situation historique, juillet 2013, *Révolution ou guerre* #1, <http://www.igcl.org/Theses-sur-la-situation-historique>

<sup>43</sup> . Résolution sur la constitution du GIGC, RG #1, <http://www.igcl.org/Resolution-sur-la-constitution-du>.

tation plus importante dans le futur »<sup>44</sup> et sur laquelle nous revenons ci-après.

### **Poussées vers la guerre impérialiste généralisée et alternative révolution ou guerre**

Le GIGC s'est donc constitué sur la conviction que l'alternative historique *révolution ou guerre* était au cœur de la situation historique et, surtout, qu'elle en était le facteur principal qui déterminait le cours des événements, en particulier des antagonismes impérialistes et de classe.

« 2013 : l'échéance se rapproche et l'alternative historique est en passe de devenir de plus en plus concrète et réelle pour des milliards d'être humains et pour les classes sociales en présence. Comme le poids de la préparation de la guerre généralisée est aussi porté par le prolétariat, les luttes de résistance de celui-ci contre les effets de la crise économique tendent en même temps à s'opposer à la logique guerrière. Voilà pourquoi le cours de la lutte des classes est à des confrontations massives entre celles-ci. Ces affrontements seront aussi décisifs car selon que la classe exploitée et à la fois classe révolutionnaire en sortira défaite ou non, la dynamique de la lutte des classes issue du nouveau rapport de forces s'orientera vers un terme ou l'autre de l'alternative historique. Le prolétariat, classe du devenir, détient les clés du dilemme historique. »<sup>45</sup>

Les thèses ont ainsi permis au GIGC de se doter d'un « cadre général d'analyse de la situation historique [lui permettant] de développer une intervention politique unie et homogène dans la lutte des classes. »<sup>46</sup>

Depuis, la guerre en Ukraine est venue vérifier notre thèse sur la réalité et l'actualité de la perspective de guerre impérialiste généralisée – de troisième Guerre mondiale – comme un des deux termes de l'alternative historique<sup>47</sup>. Elle est venue aussi dissiper les derniers doutes ou hésitations qui pouvaient encore exister sur cette perspective au sein du camp prolétarien.<sup>48</sup> La convergence, voire l'homogénéité relative ou *en devenir*, sur cette question avec la Tendance communiste internationaliste – et d'autres –, ont permis un rapprochement politique et militant entre nos deux organisations qui s'est manifesté par l'appel à la création de comités NWBCW et par une polarisation des forces communistes dynamiques autour de cette organisation. Ce faisant, la confirmation de la validité de notre orientation générale quant à la situation historique, l'acuité croissante de l'alternative historique, est venue confirmer

aussi la validité de notre seconde orientation, celle vis-à-vis du camp prolétarien et de la TCI ; et de la lutte pour le parti communiste de demain.<sup>49</sup>

La position politique selon laquelle seul le prolétariat international peut freiner, puis s'opposer à la dynamique vers la guerre en refusant les sacrifices, à commencer par les sacrifices économiques, que le capital est contraint de lui imposer au nom de la crise et maintenant de la guerre, ou de sa préparation, est un principe du marxisme – de la théorie révolutionnaire du prolétariat. Le prolétariat ne lutte pas contre l'idée de la guerre mais contre la misère et les sacrifices accrus qu'elle ajoute à ceux déjà imposés par la crise économique du capital. Cette position s'accompagne de celle, elle aussi de principe, selon laquelle seule la destruction du capital et des États capitalistes par le prolétariat international au moyen de sa dictature de classe mettra aussi un terme définitif à la guerre et à la misère. C'est sur cette base et à partir de ces principes que nous avons essayé d'assumer au mieux une intervention « d'avant-garde politique » au sein des luttes prolétariennes qui ont pu se développer ces dix dernières années. Que nous puissions y intervenir physiquement et directement – malheureusement très, trop, rarement – ou de manière générale et « internationale », ne change rien pour nous à la nécessité impérieuse de prendre position et d'intervenir de manière « centralisée » dans toutes les luttes internationales qui se présentent et de définir orientations et mots d'ordre d'action selon les moments et les lieux des combats de notre classe. Nous renvoyons nos lecteurs aux différentes prises de position, tracts et bilan des luttes – particulièrement lors des mobilisations en masse en France des années 2016, 2018, 2020 et 2023 – et aux débats sur l'intervention des révolutionnaires que nous avons essayé d'impulser, en particulier avec la TCI dans RG #24 à propos des luttes en Grande Bretagne et en France, ou encore notre critique des interventions d'ordre conseilliste du CCI dans RG #19.

### **Erreur sur le devenir de l'impérialisme chinois**

On le voit, le cadre général et l'ensemble de nos thèses ont été confirmés par le développement historique jusqu'à aujourd'hui. Pour autant, toutes nos thèses n'ont pas été vérifiées. Il en est une en particulier qui a été démentie. « L'idéologie capitaliste nous assène aujourd'hui que les vraies lignes de fracture impérialiste se déplacent vers l'Asie et la Chine, en opposition aux États-Unis et aux pays occidentaux. Il n'en est rien. Depuis la Seconde guerre mondiale, la Chine a toujours joué – même au temps où elle était considérée comme un pays du tiers-monde – comme une puissance impérialiste régionale. Et sa participation à la Seconde guerre mondiale, puis à tous les conflits impérialistes

<sup>44</sup> . *Idem*.

<sup>45</sup> . Thèses sur la situation historique, *op.cit.*

<sup>46</sup> . Résolution sur la constitution du GIGC, *op.cit.*

<sup>47</sup> . Largement confirmée depuis par l'explosion de la guerre au Moyen Orient – à l'heure où nous écrivons, elle reste limitée à Israël, Gaza et la Cisjordanie.

<sup>48</sup> . Seule parmi les forces se revendiquant de la Gauche communiste, le CCI continue à nier tout danger de « 3<sup>e</sup> Guerre mondiale » et donc à ignorer les dynamiques et forces qui y dirigent.

<sup>49</sup> . cf. notre article dans ce numéro : *Notre politique à l'égard du camp prolétarien et de la Tendance Communiste Internationaliste*.

qui ont suivi, ne s'est jamais aventurée au-delà de l'Asie. Il en va de même pour une puissance comme la Russie. On peut affirmer aujourd'hui que ni l'une ni l'autre ne pourront se porter candidates pour assumer un rôle de véritable tête de bloc – leur opposition, par exemple, contre l'intervention américaine en Irak en 2003 les a obligé à se positionner du côté européen et manifestait leur incapacité à avoir une position et une politique autonome alternative lors ce conflit majeur des années 2000. »

Notre rejet de toute possibilité pour la Chine de pouvoir devenir un rival direct des États-Unis se basait à la fois sur l'expérience historique et sur la dynamique de polarisation que la guerre en Irak de 2003 avait initiée. Il nous faut bien reconnaître ici que nous ne sommes jamais revenus sur les éventuelles erreurs de méthode qui avaient pu provoquer cette affirmation, aujourd'hui apparaissant démentie par les faits. Sans doute restions-nous encore prisonniers d'une sous-estimation du développement économique de la Chine. Il est probable que nous sommes restés pris par une vision excluant toute possibilité d'émergence d'une nouvelle puissance économique et impérialiste dans la période historique de *décadence capitaliste*. C'est un point, au moins de méthode sinon de compréhension théorique, sur lequel nous n'avons pas été en capacité de revenir. Un camarade en notre sein avait pourtant remis en question **indirectement** cet aspect de nos thèses suite à l'intervention russe en Syrie. Nous nous en étions fait l'écho dans notre numéro 5, *Sur l'évolution des rivalités impérialistes à partir de l'intervention russe en Syrie*<sup>50</sup>. S'appuyant sur des prises de position de la TCI de l'époque, le camarade soulignait la dynamique d'opposition impérialiste de la Russie aux puissances occidentales, américaine en premier lieu, que son intervention militaire en Syrie soutenant Assad exprimait. Ce faisant, il remettait en cause notre vision de la dynamique de polarisation opposant Amérique et Europe qui avait tendu à s'affirmer lors de la guerre en Irak en 2003. Malheureusement, le camarade à qui nous avons demandé de rédiger une contribution sur ce point pour la revue, démissionna peu de temps après. Il en résulta que le débat qui aurait pu nous « forcer » à réfléchir plus avant, n'eut pas lieu.

Il n'en reste pas moins que cette « erreur de prédiction » ne resta pas ignorée, ni même niée, devant le cours des événements impérialistes. L'ouverture déterminée d'une politique américaine anti-chinoise, de « *containment* », comme celle que la même puissance imposa au Japon dans les années 1930, nous convainquit rapidement que la polarisation entre les États-Unis et la Chine devenait centrale et allait articuler les positionnements impérialistes des uns et des autres. L'élection de Trump, puis les politiques menées lors de la pandémie de covid, et enfin les guerres en Ukraine – et

aujourd'hui au Moyen-Orient – sont venus confirmer que la dynamique de polarisation impérialiste avait trouvé – au moins pour la période présente, ne soyons pas de nouveau définitifs – l'axe autour duquel elle devait tourner. Loin d'infirmer la dynamique de marche à la guerre généralisée que nos thèses mettaient en avant, l'émergence de la Chine comme potentiel « tête de bloc impérialiste » contre la puissance américaine est venue la confirmer en la rendant encore plus actuelle, plus rapide, plus directe, plus concrète. Contrairement à l'Allemagne ou tout autre pays européen, la Chine n'est-elle pas devenue la seule à pouvoir rapidement prétendre à rivaliser au plan militaire contre les États-Unis et l'Otan – surtout si elle est alliée à la Russie. Ou encore, l'opposition Chine-USA ne porte-t-elle pas plus « naturellement » les thèmes idéologiques pour une telle polarisation et éventuelle guerre généralisée qu'une opposition entre les démocraties occidentales elles-mêmes ? La défense de la « démocratie » contre les « dictatures » trouve plus de crédit dans une polarisation États-Unis vs Chine-Russie que versus Europe pour pouvoir obtenir l'adhésion à la guerre de la part du prolétariat des centres historiques du capitalisme. La guerre en Ukraine, puis maintenant celle entre Israël et les palestiniens, sont venues vérifier la dynamique de polarisation autour d'un « axe anti-occidental » dont la Chine et la Russie sont les facteurs les plus actifs. Loin de remettre en cause le cadre de *l'alternative historique révolution ou guerre*, l'affirmation impérialiste de la Chine comme principal rival de l'Amérique est venue en vérifier encore plus le bien-fondé et en accélérer le procès.

### Notre intervention dans la lutte des classes

Pour défendre effectivement, concrètement, ces orientations dans la lutte historique entre les classes, c'est-à-dire à la fois dans les luttes prolétariennes immédiates et dans le camp prolétarien, vingt-cinq numéros de notre revue ont été régulièrement publiés en anglais et français et, sous forme réduite, en espagnol et, dernièrement, en italien. Notre revue « semestrielle » est publiée trois fois par an depuis son numéro 12. Nous avons la prétention de croire qu'elle est devenue une référence, parmi d'autres bien sûr, au niveau international pour l'ensemble du camp prolétarien et pour les énergies révolutionnaires qui surgissent. Nous avons organisé notre site web autour d'elle et de sa fréquence. C'est-à-dire que nous avons rejeté la tentation de faire du site un « blog » qui publierait nos articles et nos prises de position au fur et à mesure des événements immédiats, sans hiérarchie ou priorité politiques. En effet, si les avant-gardes politiques du prolétariat se doivent de « suivre » l'actualité et de répondre aux défis et obstacles auxquels le prolétariat comme un tout se trouve confronté, elle doivent aussi se garder d'être

<sup>50</sup> . <http://www.igcl.org/Sur-l-evolution-des-rivalites>

entraînées sur les terrains et les échéances – les tempo – que la bourgeoisie, particulièrement ses médias, essaient d'imposer. En ce sens, assurer un rythme, une fréquence propre, à tout organe de presse communiste est essentiel. Notre presse – aussi limitée soit-elle – doit dicter à la fois les activités centralisées, internes et externes, au niveau international pour sa propre réalisation et les priorités d'intervention, de propagande et de prises de position. C'est là un choix politique et « organisationnel » qui nous permet de nous prévenir au mieux, aucune garantie absolue bien sûr, contre le danger de l'immédiatisme. Et d'intervenir au mieux – même si on peut toujours commettre des erreurs politiques d'analyse – et « accélérer » lorsque se produit un événement international, ou bien encore territorial, qui requiert une prise de position immédiate des communistes par voie de tract ou de « communiqué ». En une décennie, nous en avons émis plus de soixante, principalement lors de luttes et grèves ouvrières ou de guerre impérialiste<sup>51</sup>.

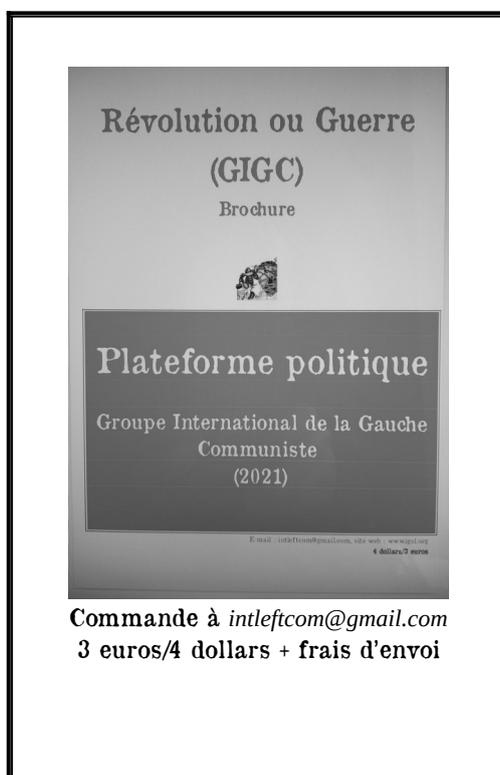
### Une plateforme politique pour les années 2020

Enfin, l'adoption finale d'une plateforme « complète » en 2021 est venue répondre à la dernière orientation que nous nous étions fixés : dépasser les faux débats, souvent devenus d'ordre sectaire, qui opposaient les principaux courants de la Gauche communiste d'une part<sup>52</sup> ; et d'autre part de poser et pousser les questions, problématiques, enjeux auquel le prolétariat international va se retrouver confronté et qui s'expriment et se matérialisent dans les positions et différences des groupes communistes existants<sup>53</sup>. L'actualisation de la plateforme de la TCI en 2020 nous

avait fourni l'occasion d'un débat interne sur celle-ci et d'une prise de position dans cette revue. Dans la foulée, nous avons rediscuté la plateforme du CCI, 1976, sur la base des faiblesses et des manques que le GIGC avait su pointer lors de sa constitution, en particulier le passage et les formules sur le parti marquant une indéniable « hésitation » d'ordre conseilliste. La discussion des deux plateformes<sup>54</sup> nous a permis de relever la démarche d'ordre « économique-conseilliste » de la seconde, faisant de celle-ci un outil programmatique appartenant au passé, aux années post-68 et répondant au poids que représentait alors le stalinisme. Si nous rejetons donc la plateforme du CCI que nous estimons complètement et définitivement inadaptée à la période historique, par contre nous nous reconnaissons dans le cadre programmatique de celle de la TCI. À nos yeux, ses insuffisances ne sont pas d'ordre programmatique mais de forme si l'on peut dire. Sa présentation nous semble moins cohérente et systématique que celle du CCI et l'exposition des frontières de classe en souffre. Mais sa démarche théorique est marquée par les documents programmatiques de la Gauche communiste d'Italie. En fait, elle apparaît avoir été le résultat d'un compromis entre *Il Partito-Battaglia comunista* et la CWO lors de la constitution du BIPR en 1983. Il est regrettable que le regroupement ne se soit pas fait alors sur la base de la plateforme de 1952 du premier. En effet, celle-ci s'articule et fonde sa cohérence sur la question du parti.

C'est précisément cette démarche qui a animé et dicté l'élaboration de notre propre plateforme. En ce sens, nous considérons que, si elle est en contradiction et même en opposition avec celle du CCI, elle se si-

tue dans le même cadre programmatique que celle de la TCI. Elle ne fait « qu'aller plus loin » et être plus précise aux plans des principes, aux plans théorique et politique. Nous croyons que notre plateforme dépasse les plateformes conçues dans les années 1970 et 1980. En remettant la question du parti en son centre, comme le facteur de cohérence de l'ensemble des *positions de classe*, elle répond aux enjeux historiques dramatiques des années 2020 et de la confrontation massive entre les



Commande à [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com)  
3 euros/4 dollars + frais d'envoi

<sup>51</sup> . Cf. la rubrique « tracts et communiqués précédents » sur notre site web [igcl.org](http://www.igcl.org)

<sup>52</sup> . Par exemple, la critique émise depuis toujours par le CCI et aussi en partie par le courant bordiguiste sur l'erreur que fut la constitution du *Partito comunista internazionalista* en 1945, alors même que tous les groupes constitués de la Gauche communiste d'alors, y compris l'ancêtre du CCI la Gauche communiste de France, était pour la formation du parti.

<sup>53</sup> . En particulier, la question de la conscience de classe et du parti en tant qu'organe de direction politique du prolétariat, la dynamique de la lutte des classes de nos jours, l'intervention des révolutionnaires, le rapport entre dimensions économique et politique des luttes ouvrières, etc.

<sup>54</sup> . cf. RG #17 et 18 : <http://www.igcl.org/Prise-de-position-sur-la-TCI> et <http://www.igcl.org/Prise-de-position-sur-la-671> (CCI).

classes qui commence.

À la lecture de ce qui précède, le lecteur comprendra que nous tirons un bilan positif des dix ans d'activités du GIGC. Mais ce faisant, les responsabilités qui nous incombent s'en trouvent démultipliées. Serons-nous à la hauteur ? Paradoxalement, la vérification des orientations politiques générales qui nous étaient propres en 2013 et l'attrait politique que notre groupe peut exercer, de fait exerce, sur de nouvelles forces militantes révolutionnaires, parfois mêmes sur de plus anciennes, nous posent de nouveaux défis. Il en va de même pour les autres forces communistes les plus dynamiques, principalement la TCI. Le propre de l'activité communiste est que chaque « succès », aussi relatif soit-il, pose de nouvelles questions et de nouvelles responsabilités.

Or, la vérification des orientations antérieures et la justesse – toujours plus ou moins relative – des positions politiques ne garantissent aucunement la vérification des orientations d'aujourd'hui et la justesse des positions politiques à venir.

Intervenir dans les luttes prolétariennes en assumant au mieux leur direction politique et combattre le plus efficacement possible au sein du camp prolétarien pour le parti communiste mondial de demain sont deux responsabilités que le prolétariat lui-même a confié aux minorités politiques qu'il a produit. Vu l'aggravation de la situation, la marche vers la guerre que le capital essaie d'imposer, elles sont plus que jamais d'actualité. Et cela pour l'avenir même de l'humanité.

GIGC, novembre 2023

## Notre politique à l'égard du camp prolétarien et de la Tendence Communiste Internationaliste

« L'intervention [du GIGC] vise à participer au combat pour le regroupement des forces communistes en vue de la constitution du parti mondial du prolétariat. Ce combat pour le parti communiste exige aujourd'hui à la fois de pousser au regroupement et à la polarisation autour de la Tendence communiste internationaliste et à lutter contre les manifestations de l'opportunisme et de sectarisme au sein du camp prolétarien ; tout spécialement contre les tendances 'anti-partis' et a-politiques. »  
(Résolution sur la constitution du Groupe international de la Gauche Communiste, 2013, RG #1)

Depuis la constitution de notre groupe en 2013, beaucoup s'interroge sur notre politique vis-à-vis de la Tendence Communiste Internationaliste (TCI). Pourquoi appelons-nous au regroupement autour d'elle sans la rejoindre ? Bien souvent, derrière la question, on trouve aussi des interrogations sur notre démarche : soit elle serait comprise comme d'ordre démocratiste ou encore comme un renoncement au développement numérique de notre groupe ; soit elle ne serait qu'une manœuvre tactique souterraine pour s'attirer les bonnes grâces de la TCI. En outre, autre facteur potentiel de confusions et d'incompréhensions, viennent s'ajouter les récentes attaques que le CCI a lancées contre la TCI et nous-mêmes. Parmi celles-ci, il s'est permis de publier des petits mails qu'il avait pu échanger avec la TCI en 2019-2020 à propos du groupe espagnol Nuevo Curso. Ces mails ont été publiés **sans le consentement de la TCI** ce qui en dit long sur les pratiques et les buts du CCI actuel. D'autant que le correspondant de la TCI précisait que « *c'est mon opinion personnelle, mais je la défendrai dans nos discussions.* »<sup>55</sup> Ces

mails reproduisaient quelques considérations négatives d'ordre psychologique sur notre groupe et ses intentions. Dans la mesure où elles sont dorénavant publiques, nous pouvons rappeler celles qui nous intéressent ici pour nos lecteurs peu au fait des vicissitudes du camp prolétarien : « *La GIGC a cessé de "flatter" la TCI depuis quelque temps. Elle l'a remplacée par un chantage selon lequel la TCI doit "assumer ses responsabilités"* »<sup>56</sup>

Avant de revenir sur notre orientation politique, il convient de rassurer tous ceux qui pourraient s'inquiéter d'une possible détérioration de nos relations **de confiance** avec la TCI avec cette publication – n'était-ce pas là le but du CCI ? D'abord, précisons que nous connaissions ces mails qui nous avaient aussi été envoyés à l'époque. Nous avons alors écrit un courrier à la TCI et nous avons pu clarifier **ensemble** sur la nécessité de distinguer entre ce qui touchait à des différences politiques et ce qui touchait à des considérations subjectives sur les supposées *intentions* de chacun. Nous y avons répondu publiquement, mais indirectement, dans *Révolution ou guerre* #16 de septembre 2020 dans un article intitulé *Contre les ragots sur les réseaux sociaux et pour les débats politiques publics*<sup>57</sup> :

gressive pour que la TCI dénonce le GIGC...

<sup>56</sup> .(idem.)

<sup>57</sup> . RG #16, <http://www.igcl.org/Contre-les-ragots-sur-les-reseaux>

<sup>55</sup> . Dans cet échange de mails entre le CCI et la TCI (<https://fr.internationalism.org/content/11176/gaizka-et-tci-aventurier-doit-il-etre-denonce-publiquement>), tout lecteur attentif (et qui aurait le désir de suivre tout cela de très près, quelqu'un faisant œuvre d'historien des aléas de la Gauche communiste) relèvera comment le CCI exerce de fait une pression constante et pro-

« Ces pratiques et l'usage de critères psychologiques et personnalisés dans les relations politiques entre groupes communistes offrent un terrain privilégié pour les forces opportunistes et liquidationnistes tel le CCI de la Décomposition et du Parasitisme. Que celui-ci s'engouffre dans la brèche ouverte par les considérations d'ordre psychologique, non politique, terrain même de sa théorie du parasitisme, ne doit étonner personne : il l'avait annoncé lors de son dernier congrès international et nous en avons averti l'ensemble du camp (cf. RG #12). Il faut lui reconnaître cette « qualité », le CCI liquidateur est conséquent. Il poursuit avec constance son objectif de destruction du camp prolétarien. (...)

Qu'on nous lise bien et nous juge sur ce que nous écrivons. **Non**, nous ne reproduisons pas les textes de Nuevo Curso<sup>58</sup> ou de la TCI, ou autres, par tactique opportuniste, pour les amadouer, les flatter ou gagner leur sympathie. **Non**, nous ne continuons pas à défendre que la TCI reste encore la seule force matérielle en situation d'exercer le rôle historique et international de pôle de regroupement afin d'exercer un chantage sur celle-ci (incroyable, non ?).

**Oui**, nous continuerons à débattre et à essayer de confronter les différentes positions comme nous essayons de le faire en notre propre sein. Avec ou sans les autres forces communistes. C'est une nécessité pour nous. Mais ça l'est tout autant pour les autres forces communistes quoiqu'elles puissent en penser et même si cela doit déranger le train-train quotidien et le confort des certitudes absolues. Débats et confrontations politiques sont le sang qui doit irriguer les corps politiques communistes. Au risque de la thrombose dans le cas contraire. À terme, une question de vie ou de mort donc. »

Ce point clarifié et qui devrait rassurer lecteurs, sympathisants, militants, et très certainement nos amis du CCI lui-même, sur l'état de nos relations avec la TCI, revenons sur notre politique de regroupement.

### **Comment se formèrent les partis prolétariens du passé**

L'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne que les partis politiques du prolétariat ne se forment pas à partir d'un seul courant ou organisation qui croîtrait progressivement jusqu'à devenir le parti. Elle nous enseigne que sa formation se fait par un regroupement de plusieurs courants et groupes autour d'un pôle particulier qui joue le rôle de facteur actif, central et déterminant dans ce processus et ce combat politiques. Il ne s'agit pas d'un processus qui se voudrait « démocratique », « fédérateur » ou encore « égalitaire » entre courants politiques. Il s'agit d'un processus et d'un

combat qui expriment à la fois l'hétérogénéité de la conscience de classe dans le prolétariat lui-même, et dont les différents courants, cercles, groupes, organisations, partis politiques prolétariens sont des expressions ; et la dynamique d'homogénéisation de cette conscience au fur et à mesure que le prolétariat s'unifie dans la lutte contre le capital, et dont les courants, groupes, partis politiques communistes sont les principaux facteurs et vecteurs. La 1<sup>er</sup> Internationale se forme autour du pôle représenté par Marx et Engels ; la seconde autour de la sociale-démocratie allemande ; la troisième autour du parti bolchevique.

Il en va de même pour les partis au plan national. Si nous prenons l'exemple de la formation des partis communistes, le parti communiste de Russie se fonde, officiellement en 1918, autour de la fraction bolchevique et intègre d'autres courants, celui de Trotsky en particulier. Le parti allemand se constitue autour de la Ligue Spartacus de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht et intègre d'autres courants tels les Gauches de Brême et autres. Le parti italien se constitue autour de la Fraction abstentionniste réunie autour de la figure de Bordiga et intègre différents courants dont les Ordinvistes de Gramsci. Nous constatons ce phénomène se reproduire pratiquement dans tous les procès qui mènent à la constitution des partis communistes adhérant à l'Internationale de 1919 à 1921. Comme on le voit dans le cas allemand, mais aussi dans les cas français ou autres, ce n'est pas toujours le courant le plus à gauche, le plus clair, qui constitue l'axe autour duquel le parti se forme. Sans en faire un schéma absolu, il est fort probable que la constitution du parti mondial du prolétariat de demain parcourra le même chemin. Rien de matériel n'indique dans la situation d'aujourd'hui des forces révolutionnaires qu'il puisse en aller autrement, contrairement à la position classique du « bordiguisme » qui pense qu'il est déjà le parti de demain et se refuse à envisager toute participation des autres courants à sa formation.

### **Le camp prolétarien après 1968**

Dans les années 1970, le Parti communiste international « bordiguiste » et le Courant Communiste International représentaient les deux principaux pôles de regroupement international. Et cela tant par leurs positions programmatiques et politiques, par leur présence internationale croissante, leur dynamisme militant, et par leur revendication des fractions de la Gauche communiste issues de l'Internationale communiste. Le fait que ces deux organisations se soient alors développées en nombre de militants et de sections territoriales sur plusieurs continents était la manifestation de l'attrait politique et historique que ces deux courants exerçaient sur les forces révolutionnaires émergentes. La régularité et le sérieux de la revue *Programme commu-*

<sup>58</sup> . Pour juger de notre politique à l'égard du groupe Nuevo Curso, nous invitons le lecteur à se référer aussi à notre critique de sa position et de celle Munis dont il se revendique, sur la guerre d'Espagne (RG #15, <http://www.igcl.org/Espagne-1936-peut-il-y-avoir-une>) et sur notre dernière prise de position sur l'évolution récente de ce groupe, *La fuite erratique dans l'activisme du groupe Emancipación (Nuevo Curso)*, dans RG #24 (<http://www.igcl.org/La-fuite-erratique-dans-l>)

niste du PCI servit de référence et d'outil de formation pour nombre de militants, y compris d'autres courants. Il en fut de même, peut-être à un degré moindre, pour la *Revue internationale* du CCI. Le Partito Comunista Internazionale publiait *Battaglia comunista* et *Prometeo* n'était alors qu'une organisation quasi inconnue hors d'Italie. Ce ne fut véritablement qu'avec la tenue des conférences de la Gauche communiste à la fin des années 1970, puis à partir de son regroupement avec la Communist Workers Organization dans le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire (BIPR) en 1983, que le courant « daméniste », du nom de son membre le plus connu, Onorato Damen, devint à son tour un véritable pôle de regroupement international.

L'explosion du PCI « bordiguiste » lors de sa crise interne de 1982 en de multiples petits groupes, chacun se revendiquant comme le parti, et l'inadaptation de ses positions programmatiques à la période – soutien aux luttes de libération nationale, reconquête des syndicats et, surtout, le parti substitut à la classe (pour faire simple ici) – fait que ce courant est encore aujourd'hui incapable, sans doute pour toujours, de jouer un quelconque rôle de référence et de regroupement international<sup>59</sup>. Si jusqu'à la fin des années 1980-début 1990, le CCI représentait encore un pôle, le principal alors, jusqu'à intégrer encore des dizaines de militants et constituer de nouvelles sections au Mexique et en Suisse, l'adoption de la théorie de la décomposition et du parasitisme et ses crises internes de 1995 et 2001 firent que cette organisation s'engagea dans une dynamique inverse d'ordre sectaire visant, au nom de la lutte contre le parasitisme, à détruire les autres composantes du camp prolétarien, surtout celles vues comme « rivales ». Et cela au point d'adopter une résolution lors de 16<sup>e</sup> congrès en 2005 appelant à la destruction du BIPR !<sup>60</sup>

### Situation du camp prolétarien en 2013

Lorsque le GIGC s'est constitué, force nous fut de relever que seul le BIPR, devenu ensuite la TCI, était encore en capacité d'exercer effectivement ce rôle de pôle de

référence et de regroupement international. Qu'est-ce qui nous permet de définir qu'un courant ou une organisation peut être, **et doit assumer d'être**, un pôle ? On ne peut réduire les critères à la seule extension et influence internationales, ni même au nombre de membres. Certes, la capacité militante internationale est sans nul doute un élément – pas toujours lié au nombre de membres par ailleurs, mais c'est là une autre question. Le nombre est surtout la résultante d'autres facteurs qui permettent ce développement militant et numérique ; en particulier la clarté et la cohérence des positions programmatiques et politiques tout comme des orientations générales ; et le lien avec les organisations du passé qui favorise la clarté et la cohérence politiques et vient asseoir « l'autorité politique » du groupe ou de l'organisation.

Il en résultait pour nous que « seule la TCI pouvait (...) constituer ce pôle de référence historique, politique et organisationnelle autour duquel le reste du camp, du parti en devenir, peut et devrait se réunir. (...) Cette place, lui est octroyée par l'histoire, à la fois par le lien organique direct – certes aujourd'hui tenu – avec le Parti communiste d'Italie depuis sa fondation et par l'état des autres courants de la Gauche communiste. Pour notre part, nous n'avons ni ce lien organique, ni le corpus programmatique, ni donc la légitimité et l'autorité politiques, encore moins l'organisation matérielle – dont le nombre de militants n'est qu'un aspect – pour pouvoir prétendre à un tel rôle. Le revendiquer aujourd'hui serait une erreur politique qui ne pourrait que diviser encore plus ce camp, handicaper son regroupement et son unité en procès, et désorienter les nouvelles générations et groupes. »<sup>61</sup>

C'est sur cette approche et compréhension du camp prolétarien et du processus politique menant à la constitution du parti que nous avons dès 2013 élaborer notre orientation vis-à-vis du camp prolétarien. Le fait que la TCI n'ait pas la même conception que nous sur le processus et le combat pour le regroupement et la formation du parti, qu'elle rejetait notre compréhension de son rôle particulier comme pôle de regroupement, fit qu'elle n'assuma pas toujours comme nous le souhaitions la tâche que l'histoire lui donne. Voilà pourquoi, nous avons en plusieurs occasions souligné, et même critiqué, ce qui nous apparaissait comme une insuffisance, voire des erreurs, de sa part. Nous ne pouvons pas revenir ici sur la validité ou non de nos critiques d'alors. Pour autant qu'elles fussent valables, elles n'enlevaient rien **à ces moments-là** à la place historique que cette organisation occupait alors, quelle que en fut alors la compréhension de ses membres.<sup>62</sup>

<sup>59</sup> . Le développement relatif d' *Il partito comunista - The Communist Party* [le nom de ses publications], le PCI dit « florentin », aux États-Unis ces dernières années ne nous semble pas modifier profondément ce constat et cette tendance. Nous ne pouvons pas développer ici.

<sup>60</sup> . « Il faut que l'organisation soit la plus claire et homogène sur le but de notre politique vis-à-vis du BIPR : ce qui importe est de **discréditer** le BIPR ... **qu'il disparaisse** sur le plan politique. Si cette politique aboutit à sa disparition physique, **c'est tant mieux** (...) il faut utiliser les difficultés du forum du BIPR pour le **discréditer** (...) si on dit que le milieu politique prolétarien a une attitude destructrice vers les nouveaux éléments, notre attitude doit être différente, **il faut les mettre hors d'état de nuire...** » Ce document ne fut jamais rendu public, et pour cause ! Il fut remis à la Fraction Internationale de la Gauche Communiste (ex-FICCI) qui la publia dans son *Bulletin communiste international* #6 : [http://fractioncommuniste.org/fra/bci06/bci06\\_3.php](http://fractioncommuniste.org/fra/bci06/bci06_3.php).

<sup>61</sup> . Révolution ou guerre #12, 2019, *La bataille pour la reconfiguration du camp prolétarien est lancée* (<http://www.igcl.org/Ce-numero-de-la-revue-est-un>)

<sup>62</sup> . Nous renvoyons le lecteur intéressé à l'éditorial de notre revue 12 (cf. note précédente) pour une présentation rapide de notre principal critique d'alors.

## La guerre en Ukraine et la... polarisation du camp prolétarien

La guerre en Ukraine, premier pas significatif du capital vers la guerre impérialiste généralisée, n'a pas seulement provoqué et accéléré les dynamiques de polarisation impérialiste, mais aussi... les dynamiques de polarisation en cours au sein du camp prolétarien entre les forces *pro-parti* qui toutes reconnaissent la réalité et l'actualité de l'alternative historique *révolution prolétarienne internationale ou guerre impérialiste généralisée* et celles, *anti-parti*, qui tendent à l'ignorer, voire à rejeter toute poussée vers la guerre et toute dynamique de bipolarisation impérialiste. Le CCI en est l'expression la plus caricaturale. En ce moment charnière, la TCI a su se hisser à la hauteur de sa tâche comme *pôle de regroupement* en reconnaissant clairement que la dynamique vers la guerre généralisée devenait un facteur central de la situation et axant ses orientations sur cette question ; par exemple, en appelant à la constitution des comités NWBCW au niveau international.

Il est encore trop tôt pour faire un bilan de l'appel de la TCI à ces comités, d'autant qu'il s'inscrit pour toute la période qui vient. Il n'en reste pas moins que l'autorité politique et l'existence organisationnelle internationale de la TCI explique en grande partie l'écho que son appel a reçu au niveau international. Il n'aurait pas pu être de la même ampleur et n'aurait pas rencontré le même succès si un groupe comme le nôtre, ou d'autres, avait été seul à le faire. Cela est venu renforcer notre conviction politique sur la place centrale que la TCI occupe au sein du camp prolétarien aujourd'hui.

## Divergence avec la TCI sur la conception du regroupement

Mais qu'entendons-nous par *regroupement* ? Pour nous, déjà en 2013 et encore aujourd'hui, « *parler de processus de regroupement autour du pôle historique et international représenté par la TCI ne veut donc pas dire qu'il faut réduire ce processus à une adhésion pure et simple à la TCI. Si c'est le cas, tant mieux ! Mais ce n'est pas toujours possible, ni même souhaitable en soi, en particulier lorsque subsistent un certain nombre de divergences politiques non clarifiées, c'est-à-dire pour le moins non 'identifiées'. Un processus de regroupement, du point de vue communiste, présente diverses dimensions dont l'adhésion et le regroupement organisationnel ne sont qu'une expression parmi d'autres ; et bien souvent elles ne sont que la finalité, la dernière étape, le résultat, des autres dimensions. Parmi celles-ci, existe celle, fondamentale, spécialement aujourd'hui, de mener au niveau international des débats autour des positions de ce pôle et de chercher à le renforcer en l'appuyant autant que faire se peut, tant dans son renforcement politique et organisationnel que dans son intervention internationale dans la classe ouvrière et au sein du milieu, ou du camp, révolutionnaire.* »<sup>63</sup>

<sup>63</sup> . RG #1, Correspondance sur le regroupement des révolution-

Ici, il convient de mentionner les deux principales divergences que nous avons avec la TCI et qui peuvent sembler incompatibles avec, du moins rendre difficile, notre regroupement formel en son sein **aujourd'hui**<sup>64</sup> : nos méthodes d'analyse de la lutte des classes et l'intervention des révolutionnaires qui en découle, même si elles tendent à converger du fait de la situation historique<sup>65</sup> ; et la conception du processus de formation des groupes communistes, au final du parti.

Pour la TCI, « *la formation de la nouvelle Internationale coïncide avec le développement des forces politiques réelles qui émergent, se coordonnent et mûrissent à l'intérieur de la lutte théorique et politique dans différents pays.* »<sup>66</sup> En conséquence, elle estime que « *le BIPR [la TCI] n'a pas l'intention d'accélérer artificiellement les rythmes de la fusion internationale des forces révolutionnaires, s'en tenant aux rythmes "naturels" de la croissance politique des avant-gardes politiques des divers pays.* »<sup>67</sup> Ce faisant, la réalité du fonctionnement et de l'intervention de la TCI aux plans national et local laisse une certaine « liberté » ou « autonomie » aux groupes territoriaux « affiliés », respectant ainsi les *rythmes naturels de la croissance politique selon les pays*, pour reprendre sa formule. Le risque en est que chaque groupe affilié fasse ce qu'il veut dans son coin sans que le reste de l'organisation le sache et le contrôle : « *toute cette affaire et nos discussions avec divers camarades au Canada ont révélé que le GIO, pendant la plus grande partie de son histoire (il s'est affilié à notre tendance en 2001), n'a jamais été une organisation coordonnée, mais un groupe d'individus ayant chacun leur propre conception de notre plate-forme.* »<sup>68</sup> (nous soulignons)

naires (<http://www.igcl.org/Correspondance>)

<sup>64</sup> . Comme nous le précisons dans l'article précédent sur *Les dix ans d'existence du GIGC*, la plateforme que nous avons adoptée n'est pas en contradiction avec celle de la TCI – contrairement à celle du CCI. Nous pensons que la nôtre est plus cohérente et plus précise dans la présentation et la compréhension des *frontières de classe* et qu'elle est plus adaptée et répond mieux aux enjeux historiques de la période actuelle des années 2020. Il en résulte que, selon nous, les deux plateformes ne seraient pas en soi un obstacle au regroupement formel dans les rangs de la TCI si la situation l'exigeait et si les conditions le permettaient.

<sup>65</sup> . cf. par exemple dans RG #24 le débat que nous avons ouvert avec la TCI et *Bilan et perspective*, aujourd'hui Groupe révolutionnaire internationaliste, sur l'analyse des luttes ouvrières en France et en Grande Bretagne et sur l'intervention des communistes : <http://www.igcl.org/2e-tract-de-Bilan-et-Perspectives> et <http://www.igcl.org/Suite-de-la-correspondance-avec-B>.

<sup>66</sup> . Nous soulignons. La vision n'est pas toujours claire dans ses rangs au point que la traduction française de ce texte défend que « *la nouvelle Internationale ne devra pas non plus longtemps rester une Fédération de partis* » comme si elle devait passer par une étape fédérative. Les autres versions rejettent explicitement cette vision: *Vers la nouvelle Internationale*, texte que l'on peut qualifier de « programmatique » de la TCI (<https://www.leftcom.org/fr/articles/2000-10-01/vers-la-nouvelle-internationale>).

<sup>67</sup> . *Idem.*

<sup>68</sup> . Déclaration de la TCI sur la dissolution du GIO, son ancien groupe au Canada, 2016, (<https://www.leftcom.org/en/>)

Pour notre part, nous considérons que la prochaine Internationale, le parti mondial du prolétariat, devra se constituer immédiatement comme un parti international centralisé, sans *phase particulière de développement national ou local* – cette dernière ne pouvant et devant se réaliser qu'à partir de la dimension internationale et centralisée. En conséquence, le GIGC fonctionne et intervient d'ores et déjà comme un groupe international centralisé, y compris dans les situations nationales ou locales. Ce faisant, toutes les parties du GIGC – aussi modeste soit sa réalité d'aujourd'hui – se considèrent comme des expressions du prolétariat international, et non d'expériences locales ou nationales. *Leur rythme naturel doit être* – c'est un combat politique contre le localisme et l'immédiatisme – *déterminé par le programme et l'organisation internationale, elle-même expression historique du prolétariat international*. Elles fonctionnent et interviennent comme délégation du tout et sous sa direction organisationnelle et politique. Et ses militants doivent se considérer avant tout comme des militants aux responsabilités internationales. Ils ne s'intègrent pas à un groupe local ou national, mais au GIGC comme un tout. Cette centralisation effective nous oblige à adopter **d'ores et déjà** une véritable *méthode de parti* dans nos interventions et dans notre fonctionnement interne.

Pour autant, il convient de prendre en compte les arguments et la vision de la TCI. Nous ne les rejetons pas d'un revers de main. Si sa conception peut ouvrir la porte à des positions confuses, voire à des concessions au gauchisme en certaines occasions, elle peut aussi permettre le respect des processus de clarification politique et leur maturation. À condition cependant d'assumer les divergences ou différences en organisant leur confrontation en interne et publiquement. Quant à notre vision centralisatrice « d'entrée », si mal comprise ou « appliquée de manière dogmatique », elle peut mener à vouloir imposer l'unité politique par décret, voire par discipline, sans laisser les questions se clarifier et la maturation des positions s'accomplir dans les différentes parties de l'organisation. Et ainsi « créer » une unité politique superficielle ou artificielle, de façade, qui s'effilochera, voire explosera, au moindre coup de vent de l'histoire.

Pour ceux qui s'interrogent, les conditions pour un regroupement aujourd'hui signifierait que la TCI puisse accepter en son sein des militants qui interviennent sur toutes les questions internationales et nationales et débattent – critiquent éventuellement – telle ou telle intervention locale ou nationale. En particulier sur ... l'analyse des situations et sur les interventions dans les luttes ouvrières. Pour l'heure, nous entendons nous considérer comme une *organisation-sœur* – une sorte de

*fraction* ou *tendance* puisque nous partageons le même corpus programmatique et les mêmes *frontières de classe* – de la TCI qui, tout en soutenant les positions communes et en développant ses positions propres, n'hésite pas à débattre les divergences politiques en essayant que ce soit le plus positif possible pour la TCI, nous-mêmes et l'ensemble du camp.

### Notre orientation pratique et la divergence

Face aux incompréhensions et désaccords que la TCI exprimait sur notre politique d'une part et, d'autre part, face aux relations délétères et d'hostilité que le groupe affilié à la TCI au Canada à l'époque développaient envers notre groupe dès sa constitution<sup>69</sup>, nous lui avons dès 2014 précisé nos orientations vis-à-vis d'elle dans un courrier :

« Dans la mesure où nous considérons que la TCI reste le "seul pôle de regroupement international", dans la mesure où si le GIGC entend regrouper autour de lui, il continue à penser qu'il serait contre-productif (anti-regroupement pour reprendre votre expression) à ce jour de vouloir aspirer à être un autre pôle international, nous ferons tout ce qui nous semble nécessaire pour à la fois rassembler autour de la TCI, comme pôle, ou axe si vous préférez, et pour aussi essayer de convaincre celle-ci d'assumer cette tâche **malgré elle** si l'on peut dire. Conséquences :

- nous continuerons à soutenir la TCI lorsqu'elle développera des prises de position et des interventions justes (par exemple en reprenant ses articles, ou tracts, sur notre site web, voire dans des diffusions, ou bien encore en appuyant et l'aidant lorsqu'elle voudra développer une intervention tel les réunions publiques en France ou au Canada, voire dans tout autre pays où le GIGC pourrait se développer et intervenir) ;

- nous développerons **un peu plus qu'auparavant** (que les fractions<sup>70</sup>) nos critiques fraternelles – c'est-à-dire en soulignant nos points fondamentaux d'accord – sur des questions théoriques, politiques et même "organisationnelles", avec lesquelles nous sommes en désaccord comme nous avons commencé à le faire dans le numéro 2 de la revue avec notre introduction au texte sur l'anarchisme à propos de l'article de la CWO ;

- enfin, nous critiquerons fermement et publiquement, en fonction de nos orientations et priorités générales d'intervention, les positions et les "aventures" de type gauchiste que la TCI (ou certaines de ses parties) peuvent développer parfois, en particulier le GIO... » (lettre à la TCI du 14 octobre 2014)

Le lecteur habitué à nous lire ou qui jette un œil aux

<sup>69</sup> . En plus de développer une hostilité ouverte à notre égard, certains membres du premier GIO ont développé des pratiques douteuses et des positions souvent confuses et parfois gauchistes.

<sup>70</sup> . « Les fractions », c'est-à-dire la Fraction interne du CCI (FICCI) et à la Fraction internationale de la Gauche communiste (FIGC), celle-ci ayant pris le relais de la première en 2010. Son site reste toujours ouvert afin de laisser à disposition les 60 numéros de son *Bulletin communiste* pour tous ceux qui auraient besoin de s'y référer : <http://fractioncommuniste.org/>.

sommaires des 25 numéros de la revue ne pourra que constater la constance de cet effort et de notre politique depuis notre constitution. On peut ne pas être d'accord avec elle. On peut estimer qu'elle a été mal appliquée en telle ou telle occasion. Mais on ne peut pas dire qu'elle fut aléatoire et sujette à des retournements manœuvriers ou d'ordre immédiatiste – bien au contraire –, même lorsque les faits et les événements pouvaient sembler nous contredire.

### Comment avons-nous développé cette orientation ?

Nous n'avons eu de cesse de reproduire les prises de position de la TCI avec lesquelles nous étions d'accord, tracts, déclarations, articles, au point de choisir de soutenir et d'appuyer telle ou telle prise de position au lieu de publier « notre propre » article ou tract alors que nous aurions défendu fondamentalement la même position. Et nous avons réussi à établir une relation de confiance et de soutien mutuel, y compris concret, en particulier au Canada et en France. Pour ce qui est de la deuxième orientation, nous avons à plusieurs reprises soulevé des points de débat et de clarification à partir de différences d'analyse ou autres. Plusieurs débats exposant les positions respectives ont ainsi pu être menés portant sur la question du parti, des « groupes intermédiaires », sur l'intervention des révolutionnaires, sur la période de transition, sur la méthode d'analyse de la situation et du cours de la lutte des classes...<sup>71</sup>

Beaucoup pensent que ces débats ne servent à rien s'ils ne se concluent pas immédiatement par une adhésion à une des deux thèses. Quelle erreur. En guise d'exemple, prenons le débat sur la méthode d'analyse de la situation et du cours historique, concept et notion que la TCI rejette et critique comme étant idéaliste. On peut se référer à *Révolution ou guerre* #11 et 21-22. Ce débat renvoie à la fois à la méthode d'analyse mais aussi à la question du parti, de sa responsabilité en tant qu'avant-garde politique du prolétariat et donc aussi à son intervention dans les luttes prolétariennes. En nous permettant de mieux saisir la critique et les arguments de la TCI, il nous a permis de préciser et même clarifier notre propre méthode et quelques points particuliers sur la question – en particulier à veiller à ne pas tomber dans toute forme d'idéalisme ou encore de dogmatisme sur cette question. Ces débats permirent aussi de préciser que la guerre impérialiste généralisée n'était pas la simple addition des guerres impérialistes locales que certains textes de la TCI tendaient à ne pas distinguer. Depuis cette question a été tranchée et clarifiée par la guerre en Ukraine et le pas vers la guerre généralisée qu'elle exprime, jusqu'à faire que les positions de nos deux organisations sur la situation historique actuelle, sur l'alternative historique qui se présente et sur com-

ment elle se présente, soient très proches, sinon similaires.

Enfin, et heureusement, nous n'avons eu que peu d'occasions ces dernières années de critiquer des prises de position faisant des concessions au gauchisme. Seule la prise de position et l'intervention du groupe nord-américain, tout juste constitué – l'IWG –, lors des manifestations faisant suite au meurtre de G. Floyd nous avaient particulièrement inquiétés au point de faire l'objet d'une prise de position critique dans RG#18, *Quel avenir pour la revue 1919 de la TCI en Amérique du nord ? Publication de la Gauche communiste ou cheval de Troie du gauchisme ?*<sup>72</sup> Depuis, cette revue n'a plus présenté de telles erreurs d'ordre gauchiste et nous l'avons signalé dans RG#23 dans notre article de salut à *Bilan et perspectives*.<sup>73</sup>

Comme on le voit donc, il n'y a rien de surprenant, ni que nous n'ayons pas annoncé à l'avance dans notre orientation et dans sa déclinaison selon les moments et les situations. De plus, rien n'est venu démontrer l'inaanité de la première, ni l'inefficacité de la seconde. Et la situation ouverte avec la guerre en Ukraine, la marche vers la guerre à laquelle seul le prolétariat peut s'opposer en détruisant le capital, n'a pas rendu obsolètes conception et orientation. Bien au contraire. En conséquence, que nul ne soit étonné ou surpris de notre politique et de son application tant vis-à-vis de la TCI que du camp prolétarien comme un tout – que nous ne pouvons pas aborder ici. Aucune manœuvre tactique, *flatte-rie*, *chantage*, ou autre dans notre politique vis-à-vis de la TCI et, plus largement, du camp prolétarien. Et autant prévenir de nouveau : tant que la situation historique et celle du camp resteront fondamentalement déterminées par le cours actuel et que la conformation de ce dernier restera la même, nous n'entendons pas en changer et continuerons à essayer de la mettre en place et à la développer au mieux.

GIGC, octobre 2023

<sup>71</sup> . Dans les numéros 7, 8, 9, 10, 11 17, 21, 22 et 24.

<sup>72</sup> . <http://igcl.org/Quel-avenir-pour-la-revue-1919-de>

<sup>73</sup> . <http://igcl.org/Bilan-et-perspectives-21-renouveau>

## Réunion publique de Bilan et Perspectives (TCI) à Paris

**F**in septembre, *Bilan et Perspectives*, le groupe en France, devenu depuis le Groupe révolutionnaire internationaliste (GRI), affilié à la Tendance communiste internationaliste, tenait une première réunion publique sur le thème *Contre la guerre impérialiste, l'avenir appartient à la lutte de classe internationale* ! Une trentaine de camarades sont venus participer à cette réunion, parmi lesquels il y eut une forte « délégation » du CCI d'une quinzaine de membres et sympathisants. Nous y revenons par la suite.

La présentation sur la situation internationale se voulait complète. Elle le fut. Ce faisant, elle fut longue et trop *dispersée politiquement* à notre goût<sup>74</sup>. Néanmoins, la position politique avancée était claire et nous l'avons soutenue lors de la discussion. Notre première intervention chercha précisément à corriger cette *dispersion* afin de centrer la discussion politique sur ce qui est essentiel aujourd'hui pour le prolétariat international et l'intervention des communistes : y a-t-il une dynamique, des poussées, vers la guerre impérialiste généralisée ? En effet, nous partageons avec la TCI le fait que la guerre en Ukraine est pour le capital et la bourgeoisie un premier pas vers la guerre impérialiste généralisée, vers une Troisième guerre mondiale et que l'urgence est au développement des luttes prolétariennes afin de freiner et s'opposer à cette marche vers l'holocauste<sup>75</sup>. Les premiers intervenants s'inscrivirent, plus ou moins explicitement, dans cette perspective en reprenant clairement l'alternative *révolution ou guerre* qui se présente concrètement et déjà dramatiquement aujourd'hui. Parmi ceux-ci, des camarades se présentant comme sympathisants de la Gauche communiste défendirent clairement que « *crise et guerre se nourrissent l'une l'autre* » et que « *la dynamique vers la polarisation impérialiste est en cours, même si elle n'est pas, et ne peut pas être, linéaire.* » Cette situation ne peut que pousser la classe ouvrière à répondre, se « prononcer » et agir. D'autant que la guerre en Ukraine est partie pour durer. Une partie des intervenants, non « CCIistes », interrogèrent la TCI sur la situation et le bilan qu'elle faisait des comités NWBCW, certains ayant été dissous ou ayant disparu. La TCI leur indiqua aussi que d'autres comités se maintenaient et intervenaient et qu'il ne s'agissait pas d'en attendre un succès immédiat et généralisé pour juger de la validité politique de son appel à les constituer. « *Il s'agit de se préparer et de fournir des ou-*

*tils pour toute une période qui s'ouvre.* » L'un d'entre eux nous interrogea, la TCI et nous-mêmes, sur l'initiative des NWBCW : ne revenait-elle pas à exclure d'autres initiatives comme celle lancée par le CCI ? Nous lui avons répondu que, pour notre part, nous aurions été prêts à discuter et signer l'appel internationaliste du CCI, même s'il était « insuffisant » puisque cette organisation rejette toute possibilité de guerre impérialiste généralisée et même nie toute dynamique de polarisation impérialiste ; et tout en sachant que l'appel du CCI avait parmi ses objectifs, celui d'exclure les soit-disant parasites – et donc le GIGC – de son initiative. Mais l'appel à la formation de comités NWBCW nous semblait, et nous semble encore, répondre plus concrètement à la situation actuelle.

Ce fut alors que le CCI entreprit son action visant à saboter la réunion<sup>76</sup>. Loin de défendre sa position sur l'absence de dynamique et de danger de guerre impérialiste généralisée<sup>77</sup> et de permettre ainsi de débattre les deux positions antagoniques sur la situation historique, il s'engagea dans une succession d'interventions les unes après les autres pour prévenir la confrontation politique sur la question de la guerre. Après avoir systématiquement et grossièrement dénaturer les positions de la TCI, en particulier sur les syndicats, il termina par la dénonciation du membre de *B&P* et de celui de notre groupe (Olivier et Juan) qu'il avait exclus en 2002 comme « *agents provocateurs, flics, gangsters, nazis...* », etc. Nous dénonçons cette politique qui ne peut que déboussole et dégoûter les nouveaux et jeunes participants, souvent sans expérience et qui découvrent la Gauche communiste. Au lieu de trouver un camp internationaliste uni et débattant de ses différences d'analyse et de position, ils se retrouvent dans une ambiance de secte au milieu d'une avalanche de dénonciations *ad hominem* et de critiques mensongères qui ne peuvent que les écœurer et les détourner de la Gauche communiste. Mais n'est-ce pas là le véritable objectif du CCI actuel ?

RL, octobre 2023

<sup>74</sup> . On peut se référer au compte-rendu qu'en fait *Bilan et Perspectives* qui reprend in extenso cette présentation et donne quelques éléments supplémentaires sur le déroulement de la discussion et les divers intervenants : <http://www.leftcom.org/fr/articles/2023-10-07/expos%C3%A9-et-bilan-de-la-r%C3%A9union-publique-%C3%A0-paris-le-22092023>

<sup>75</sup> . Dynamique confirmée depuis par la guerre au Moyen Orient, en Israël et à Gaza.

<sup>76</sup> . Il reproduisa cette politique de noyautage, digne des pires trotskistes de type lambertiste, une semaine plus tard lors de la réunion publique de *B&P* à Saint-Nazaire (cf le compte-rendu de *B&P* : <http://www.leftcom.org/fr/articles/2023-10-07/impres-sions-sur-une-premi%C3%A8re-r%C3%A9union-de-la-tci-%C3%A0-st-nazaire>)

<sup>77</sup> . Au moment même où nous finissons ce numéro, le CCI vient de publier en français un **correctif**, pardon ! un « complément », à la Résolution sur la situation internationale adoptée au printemps dernier. Elle rejetait tout danger et dynamique de guerre impérialiste généralisée. Les contorsions pour réduire la réalité impérialiste au dogme de la décomposition y sont pathétiques. Une seule question : à quand l'explosion ouverte des contradictions toujours plus criantes de cette organisation ? (25/12/23)

## Histoire du mouvement ouvrier

### La tactique du Comintern de 1926 à 1940

**N**ous continuons ici la publication, à notre connaissance inédite en français, de la contribution Tactique du Comintern rédigée par Vercesi pour la revue Prometeo du Parti communiste internationaliste en 1946-1947.

La défaite de la « révolution chinoise » qui se conclut par les massacres du prolétariat perpétré par le Kuomintang de Tchang Kai-chek à Shanghai et Canton en 1927 fut un élément clé, produit d'abord, facteur accélérateur ensuite, de la dégénérescence de l'Internationale communiste (IC). « Comme dans l'Angleterre hautement développée avec le Comité anglo-russe [cf. la première partie de la contribution publiée dans RG #25], l'Internationale s'est montrée en Chine l'instrument décisif de la contre-révolution », souligne Vercesi. Outre son intérêt historique pour comprendre ce processus de dégénérescence jusqu'à son terme, le texte réaffirme les principes internationalistes que l'IC gagnée par l'opportunisme stalinien trahit alors. Tout comme il expose et critique la position elle-aussi opportuniste, même si restant formellement internationaliste, de Trotsky. Pris par son adhésion à la politique de front unique lancée par l'Internationale à partir de ses 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> congrès, celui-ci défendit l'adhésion du PC chinois au Kuomintang de Tchang Kai-chek. « Notre courant, par contre, à partir d'une analyse similaire à celle de Trotsky, défendit la thèse de principe de la non-adhésion au Kuomintang. »

Ce faisant, et c'est là le propre de la Gauche communiste d'Italie, la contribution nous rappelle que la Gauche – devenue fraction du PC d'Italie en 1928 – ne se contenta pas, loin de là, de la défense générale des principes en soi, mais déclina ceux-ci en rapport à la situation réelle, c'est-à-dire au cours de la lutte entre les classes, en établissant orientations et mots d'ordre qui auraient pu permettre d'établir des lignes de défense tant pour le prolétariat international que de Chine.

« Dans la situation qui s'est ouverte après le 'soulèvement de Canton', une violente polémique s'est instaurée entre notre fraction et Trotsky. (...) Notre courant, quant à lui, soutenait que si la situation révolutionnaire ne permettait pas de lancer le mot d'ordre fondamental de dictature [du prolétariat], (...) cela ne signifiait pas qu'il fallait rafistoler le programme du parti. Au contraire, il devait être réaffirmé dans son intégralité sur le plan théorique et propagandiste, tandis que le recul ne pouvait s'effectuer que sur la base des revendications immédiates des masses et de leurs organisations de classe correspondantes. »

Selon nous, c'est précisément cette expérience historique, défense intransigeante des principes et leur déclinaison en terme d'orientations, voire de mots d'ordre, concrets, y compris dans les périodes de recul du prolétariat, qu'il convient aujourd'hui de rappeler et de se réapproprier.

Par ailleurs, la contribution soulève toute une série de questions d'ordre théorique, historique et politique sur lesquelles il conviendrait de revenir presque un siècle après l'échec de la « révolution chinoise ». Rappelons pour le lecteur d'aujourd'hui que cette contribution fut écrite en 1946, trois ans avant que le maoïsme s'impose et contraignit le Kuomintang and Chang-Kai-Check à se retirer sur l'île de Taïwan. Il relèvera la position qui tend à rejeter toute « perspective d'élever la Chine au niveau d'un État national indépendant », bien que reconnaissant, à la suite de Trotsky, « la domination directe des rapports capitalistes en Chine. » Nous ne pouvons pas aborder cette question ici qui renvoie d'une part au rôle qu'a joué le maoïsme, c'est-à-dire le capitalisme d'État stalinien, à la fois dans l'écrasement du prolétariat chinois et dans le développement de capital national autour de l'économie de guerre jusqu'aux années 1970. D'autre part, dans le fait que l'affirmation de la Chine comme puissance impérialiste mondiale de premier plan se produit après la disparition de l'URSS et de son bloc impérialiste et de son intégration à l'OMC en 2001 encouragée par les puissances occidentales. Ici, il conviendrait de revenir sur la réponse du capitalisme, ce que la bourgeoisie a appelé « mondialisation », pour surmonter l'impasse historique inédite provoquée par la disparition de la guerre généralisée à laquelle l'antagonisme impérialiste Ouest-Est menait. La Gauche communiste, celle d'Italie aussi, restait convaincue de la validité du cycle « crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise... » A-t-il été démenti par la chute de l'URSS ?

Reconnaissons humblement que, pour notre part, nous n'avons pas les forces militantes et politiques pour le moment pour un tel travail.<sup>78</sup> Mais, là n'est pas l'objet de notre republication de la contribution de Vercesi. Ni notre priorité. Le lecteur l'aura compris.

La rédaction

<sup>78</sup> . Nous avons pu relever qu'il y a eu quelques premières tentatives pour revenir sur cette question. Bien souvent, elles sont le fait de « forces » politiques, se revendiquant plus ou moins de la Gauche communiste, et de camarades ayant été membres d'organisation de celle-ci – en particulier du CCI. Précisons que nous ne partageons pas leur démarche politique actuelle qui, pour faire simple ici, s'éloigne du combat pour le parti. Parmi celles-ci, les contributions regroupées dans le livre *Capitalism's Endgame* qui est publié en anglais, *Historical Materialism and Capitalism in Decline et Accumulation of Catastroph* nous semblent mériter le détour, ne serait-ce que par le travail accompli et les questions qu'elles peuvent poser : <https://files.libcom.org/files/2023-03/CapitalismEndgame-ebook.pdf>.

## La question chinoise (1926 – 1927)

*Prometeo* #3, octobre 1946

« Si les syndicats réactionnaires britanniques sont prêts à former avec les syndicats révolutionnaires de notre pays [la Russie, n.d. Rédaction] une coalition contre les impérialistes contre-révolutionnaires de leur pays, pourquoi ce bloc ne serait-il pas approuver ? » (Staline à la session conjointe du C.C. du Parti russe et de la Commission centrale de contrôle, juillet 1926). Trotsky rétorqua à juste titre que « si les syndicats réactionnaires étaient capables de lutter contre leurs impérialistes, ils ne seraient pas réactionnaires. »

Si Chang-Kai-Chek et le Kuomintang étaient prêts à se battre pour la révolution... Mais la masse de personnes assassinées qui conclut la lutte épique des travailleurs chinois devait prouver, d'une manière sinistre, que Chang-Kai-Chek et le Kuomintang ne pouvaient être autre chose que les bourreaux du prolétariat et des paysans de ce pays.

Dans son livre *L'Internationale communiste après Lénine*, Trotsky caractérise avec justesse la situation générale en Chine dans les termes suivants : « La propriété foncière - grande et moyenne - (comme on la trouve en Chine) se mêle de la façon la plus intime au capitalisme des villes, et même au capitalisme étranger. (...) Une croissance interne extrêmement rapide de l'industrie, fondée sur l'importance du capital commercial et bancaire et sur sa conquête du pays, la dépendance complète dans laquelle se trouvent les régions paysannes les plus importantes par rapport au marché, le rôle énorme et sans cesse croissant du commerce extérieur, la subordination totale des campagnes chinoises aux villes, tous ces faits affirment la prédominance totale, la domination directe des rapports capitalistes en Chine. »<sup>79</sup>

Dans l'étude qu'il consacrera au trotskisme, notre journal [*Prometeo*, ndT] expliquera les raisons qui devaient conduire Trotsky, malgré une analyse qui soulignait les rapports déterminants de l'ensemble de l'ordre économique chinois (y compris les relations féodales et pré-féodales numériquement bien supérieures aux relations capitalistes), à des conclusions tactiques absolument insuffisantes telles que celles de la participation au Kuomintang et de la mise en avant de cet ensemble de mots d'ordre démocratiques que Trotsky défendit contre Staline après la défaite finale de la révolution chinoise, c'est-à-dire après l'échec de ce que le Comintern appela « le soulèvement de Canton » (décembre 1927).

Notre courant, par contre, à partir d'une analyse similaire à celle de Trotsky, défendit la thèse de principe de la non-adhésion au Kuomintang et, tout en combattant

la tactique de l'« offensive révolutionnaire » du Comintern, maintint intégralement ses positions antérieures contre les « mots d'ordre démocratiques », s'en tenant fermement à la thèse que le seul mot d'ordre à lancer sur la question du pouvoir était celui de la dictature du prolétariat.

En fait, les événements allaient confirmer qu'aucune situation révolutionnaire ne se présentait en Chine après 1927 et qu'aucune ère démocratique d'indépendance bourgeoise et anti-impérialiste ne pouvait s'ouvrir en Chine après et malgré la défaite révolutionnaire de 1926-27.

C'est en 1911 que la dynastie mandchoue abdiqua en faveur de la République. C'est à cette époque que le « Parti du peuple », le Kuomintang, est fondé. La politique de Sun-Yat-sen, le fondateur du Parti, tout en proclamant des revendications anti-impérialistes pour « l'indépendance de la Chine », est cependant contrainte de se limiter à des affirmations verbales qui n'inquiètent pas l'impérialisme étranger. L'histoire condamnera la Chine à ne pas pouvoir s'élever à la fonction d'un grand État national. Sun-Yat-Sen en est tellement convaincu qu'après s'être positionné en faveur de l'Entente dans la perspective de la guerre de 1914-18, la Chine se tourne en 1918 vers les vainqueurs pour qu'ils l'aident dans son développement économique. Elle cherche à s'appuyer sur l'impérialisme le plus proche et alors le moins intrusif, le Japon, pour desserrer l'étau de l'impérialisme britannique qui occupait les positions les plus importantes.

Dans le cadre de la domination des rapports capitalistes à l'intérieur du pays et dans le cadre historique de l'impérialisme financier du capitalisme, qui n'offre aucune perspective d'élévation des pays coloniaux et semi-coloniaux au rang d'États-nations indépendants, les événements chinois débutèrent en 1925, se développèrent en 1926 et se terminèrent par la répression violente de ce que l'on appelle le « soulèvement de Canton ».

Ces événements, qui revêtent principalement l'aspect militaire d'une marche qui part du sud et, de victoire en victoire, au nord jusqu'à la conquête de tout le pays, peuvent-ils être qualifiés de « guerre révolutionnaire-démocratique et anti-impérialiste de la bourgeoisie chinoise » ? Certes, au cours de ces événements tumultueux, il y a eu des attaques contre les concessions étrangères. Mais, ces attaques n'ont jamais répondu à des décisions du centre du Kuomintang, mais ont été le résultat d'initiatives locales qui, d'ailleurs, au fur et à mesure que les événements s'amplifiaient, étaient

<sup>79</sup> . Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, Bilan et perspectives de la révolution chinoise (<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ical/ical23.html>)

même annulées par la direction centrale du Kuomintang. Le problème est autre et il s'agit de caractériser l'ensemble pour ce qu'il a réellement été et non d'additionner des épisodes qui n'ont pas eu d'influence décisive sur le cours général des événements.

A la fin de 1927, la victoire de la contre-révolution est décisive, et cette victoire n'est malheureusement pas éphémère. Vingt ans plus tard nous nous retrouvons dans la même situation et, malgré la défaite japonaise, nous ne voyons pas du tout s'affirmer un État autonome de la bourgeoisie chinoise. Si elle peut disputer à la France le rang de quatrième ou cinquième puissance parmi les Cinq Grands, elle ne peut cependant empêcher la Chine, après la défaite du mouvement révolutionnaire de 1926-27, d'être réduite à un immense territoire où l'affrontement se fait entre les grands capitalismes étrangers, mais non à un front où la bourgeoisie chinoise affronte tous ces capitalismes. Contre Staline et aussi contre Trotsky, la réponse de l'histoire est absolument sans équivoque : il ne s'agissait pas d'une guerre révolutionnaire anti-impérialiste en 1926-27 qui aurait pu évoluer vers un mouvement purement prolétarien et communiste, mais un gigantesque soulèvement de centaines de millions d'exploités qui ne pouvaient trouver que dans l'avant-garde prolétarienne le guide qui, en établissant la dictature du prolétariat en Chine, se serait lié au développement de la révolution mondiale.

Le rôle de Chang-Kai-Chek et du Kuomintang ne pouvait être celui joué par la bourgeoisie française en 1793, mais uniquement celui qu'avaient joué les Noske et compagnie dans les pays les plus avancés. Dès le début, ceux-ci représentèrent la ligne de défense contre la gigantesque révolte des exploités chinois et le Kuomintang fut l'instrument efficace de cette résistance cruelle et victorieuse de la contre-révolution chinoise et mondiale.

Quant à la bourgeoisie chinoise, comme les bourgeoisies de l'Inde et des autres pays coloniaux et semi-coloniaux, sa fonction s'est révélée ne pas être de lutter pour l'autonomie nationale, mais de s'insérer dans l'organisation des bourgeoisies dominantes impérialistes et étrangères. Chang-Kai-Chek allait déployer une terrible brutalité contre les prolétaires chinois dès que les circonstances (le déclin du flux révolutionnaire) le lui permettraient, en même temps qu'une gémissement angélique devant les impérialismes étrangers les plus puissants.

D'ailleurs, lors du 7ème Exécutif élargi [de l'Internationale communiste NdT] à la fin de l'année 1926, le délégué chinois Tang-Ping-Sian déclarait dans son rapport sur Chang-Kai-Chek : « *Il a dans le domaine de la politique internationale un comportement passif, dans le plein sens du terme. Il n'est pas disposé à lutter contre l'impérialisme bri-*

*tannique ; quant aux impérialistes japonais, sous certaines conditions, il est prêt à faire des compromis avec eux.* »

Et Trotsky de souligner de façon suggestive : « *Tchang Kaïchek a fait la guerre aux militaristes chinois, agents de l'un des États impérialistes. Ce n'est pas du tout la même chose que de faire la guerre à l'impérialisme.* »<sup>80</sup>

Sur le fond de la lutte entre les masses révolutionnaires et la contre-révolution, la guerre que se mèneront les généraux du Sud et du Nord ne trouvera, au fond, d'autre explication que celle d'écraser le prolétariat insurgé et, en second lieu, celle de lutter pour l'unification de la Chine dispersée en un millier de provinces sous une autorité centrale. Une autorité centrale, répétons-le, sans perspective d'élever la Chine au niveau d'un grand État national indépendant.

Les impérialismes, au contraire, ne fixeront pas leurs préférences de façon décisive sur tel ou tel général, mais, conscients de la réalité révolutionnaire en Chine et du danger qu'elle représente pour leur domination de classe sur le monde, laisseront se développer pleinement l'intervention contre-révolutionnaire de l'Internationale. Après l'interruption causée par les événements de la guerre, l'imbrication des rapports capitalistes se rétablira, partant des métropoles, annexant la bourgeoisie chinoise et étendant sa domination sur l'immensité des terres chinoises.

\*\*\*

Du point de vue programmatique, l'Internationale avait comme document fondamental les Thèses du Deuxième Congrès (septembre 1920). Le dernier paragraphe de la 6<sup>e</sup> Thèse « supplémentaire » dit :

« *La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même.* »<sup>81</sup>

Comme on le voit, la perspective qui imprègne de nombreux documents de la fondation de l'Internationale, qui est d'ailleurs contenue dans le *Manifeste* lui-même (lorsque Marx parle de la bourgeoisie qui creuse sa propre tombe en étendant sa domination à tous les pays) n'a pas été confirmée par les événements. En effet, face à un mouvement de l'ampleur de celui de la Chine en 1926-27, qui vit s'armer des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans, un mouvement qui avait des connotations indiscutables de forces historiques indomptables, si l'objectif supposé de libération de la domination étrangère avait pu déterminer les événements, nous aurions vu une lutte de ces masses

<sup>80</sup> . Trotsky, *op.cit.*

<sup>81</sup> . Thèses sur les questions nationale et coloniale, Thèses supplémentaires, 2<sup>e</sup> congrès de l'IC, 1920, librairie du travail, 1934.

sous la direction de la bourgeoisie autochtone qui aurait abouti à un choc décisif contre l'impérialisme étranger ; ou bien ce même mouvement, contournant la direction bourgeoise primitive, aurait pris la force d'une révolution prolétarienne se mêlant à la révolution mondiale.

Or, non seulement le choc contre les impérialismes n'a pas eu lieu, mais la fonction historique de la bourgeoisie chinoise s'est révélée n'être qu'un puissant bastion contre-révolutionnaire pour dompter les masses insurgées avec une terrible violence, et ce alors que les impérialismes étrangers ne pouvaient que se réjouir de l'excellent travail accompli par leurs commissaires : le Kuomintang et toutes ses tendances, l'aile droite de Chang-Kai-Chek, le centre de Dai-Thi-Tao, ainsi que la gauche communiste autoproclamée dirigée par les délégués de l'Internationale communiste en Chine.

Les Thèses elles-mêmes ne se limitent pas à formuler une perspective, mais, après avoir formulé le critère directeur pour l'analyse des situations historiques, elles déterminent des garanties qui, il va sans dire, ont été honteusement trahies par l'Internationale.

Comme critère d'orientation, dans le point 2 des Thèses citées on lit : « *Le Parti communiste, interprète conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer comme la clé de voûte de la question nationale, non des principes abstraits et formels, mais 1° une notion claire des circonstances historiques et économiques ; 2° la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale des soi-disant intérêts nationaux, qui signifient en réalité ceux des classes dirigeantes ; 3° la division tout aussi nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées, et oppressives et exploiteuses, jouissant de tous les droits, contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule avec soin l'asservissement (propre à l'époque du capital financier de l'impérialisme) par la puissance financière et colonisatrice de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de pays capitalistes.* »

Quant aux garanties, la thèse 5 [en fait le point 5 de la thèse 10. ndlr] affirme : « *Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes : l'Internationale communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, qu'à condition que les éléments des partis communistes les plus purs – et communistes en fait – soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, mais toutefois jamais fusionner avec eux et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien, même sous*

*sa forme embryonnaire.* »<sup>82</sup>

L'application de ces orientations fondamentales au cours des événements chinois aurait sans aucun doute déterminé une clarification progressive de certains des éléments hypothétiques contenus dans les Thèses, ce qui était d'ailleurs clairement prévu dans la première ligne de la 2ème thèse citée ci-dessus, qui parle de la nécessité d'une « *notion claire des circonstances historiques et économiques* ». Cette notion ne pouvait que conduire à la reconnaissance du caractère exclusivement contre-révolutionnaire du Kuomintang et à l'absence de toute possibilité historique de lutte anti-impérialiste sur la base du développement de ces forces économiques (thèse 6).

Notre courant, en opposition violente avec la direction de l'Internationale et avec Trotsky lui-même, a soutenu dès le début la thèse de la non-adhésion au Kuomintang, décrivant ce « Parti du Peuple » pour ce qu'il était réellement et pour ce qu'il allait se révéler cruellement après les massacres de prolétaires et de paysans en 1927. Cela renvoie donc à ce que Lénine disait en 1919 lorsqu'il écrivait : « *la force du prolétariat dans n'importe quel pays capitaliste est infiniment plus grande que la proportion du prolétariat dans la population totale. Cela, parce que le prolétariat commande économiquement le centre et les nerfs de tout le système de l'économie capitaliste, et aussi parce que dans le domaine économique et politique, le prolétariat exprime sous la domination capitaliste les intérêts réels de l'énorme majorité des travailleurs.* » cité par Trotsky dans *L'Internationale après Lénine*. Quant à la nature capitaliste des relations économiques en Chine, rappelons ce que nous avons déjà dit pour marquer notre accord avec l'analyse de Trotsky.

Examinons maintenant brièvement l'approche tactique de l'Internationale. Elle se résume dans la formule du « bloc des quatre classes » (bourgeoisie, paysannerie, petite bourgeoisie urbaine, prolétariat), formule d'ailleurs expressément inscrite dans les résolutions de l'Internationale.

La Revue de l'Internationale Communiste, dans son numéro 5 du 10 mars 1927 (notons qu'à peine un mois plus tard, Chang-Kai-Chek déchaînera la terreur contre les prolétaires de Shanghai), contient un article particulièrement frappant de Martinov. Il part de la prémisse que « *la libération nationale de la Chine doit nécessairement, en cas de succès, devenir une révolution socialiste, que le mouvement de libération en Chine fait aussi partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale, se distinguant en cela des mouvements de libération antérieurs qui faisaient partie intégrante du mouvement démocratique général* ». Il donne à ce mouvement, qui n'est de « libération nationale » que dans l'esprit des dirigeants de l'Internationale, une caractéristique bien plus avancée

<sup>82</sup> . idem.

que ceux qui l'ont précédé dans l'histoire de la formation des États-nations bourgeois en Europe. Et Martinov en arrive à la conclusion suivante : alors qu'« *en Russie, en 1905, l'initiative de la direction émanait du parti prolétarien* » et que « *la bourgeoisie libérale russe, pendant un certain temps, se traînait derrière lui, s'efforçant à chaque arrêt temporaire du mouvement de conclure un accord avec l'autocratie tsariste* », en Chine « *l'initiative émane de la bourgeoisie industrielle et des intellectuels bourgeois* » et donc « *le Parti communiste chinois doit s'efforcer de ne pas créer d'obstacles* (souligné par nous) *à l'armée révolutionnaire contre les grands féodaux, contre les militaristes du Nord et contre l'impérialisme.* »

Pour sa part, Staline, dans un article polémique contre l'opposition russe (voir *Stato Operaio* de mai 1927) écrit : « *Dans la première période de la révolution chinoise, dans la période de la première marche vers le Nord, lorsque l'armée nationale approchant le Yang-Tsé allait de victoire en victoire, un puissant mouvement ouvrier et paysan ne s'était pas encore développé et la bourgeoisie indigène (à l'exclusion des 'compradores') marchait de pair avec la révolution. C'est donc la révolution d'un front uni qui s'étend à toute la nation* (souligné par nous). *Cela ne signifie pas qu'il y ait eu des contradictions entre la bourgeoisie indigène et la révolution. Cela signifie seulement que la bourgeoisie indigène, en apportant son soutien à la révolution, s'efforçait de l'exploiter à ses propres fins en orientant son développement essentiellement dans le sens des conquêtes territoriales et essayait de limiter son développement dans une autre direction.* »

Les événements allaient prouver cruellement, par le déchaînement de la terreur à partir d'avril 1927, que la « révolution d'un front uni de tout la nation » signifiait en réalité l'incorporation des masses insurgées pour les soumettre à la direction des généraux et que, finalement, il y avait une opposition nette, stridente et violente entre la « marche militaire vers le nord sous la direction du Kuomintang » et les luttes de classe des ouvriers et des paysans chinois. Tout la tactique du Comintern se résumait finalement dans la directive présentée par Martinov : « *ne pas créer d'obstacles à l'armée révolutionnaire* » (voir citation ci-dessus).

Pour conclure, en ce qui concerne l'approche tactique de l'Internationale, rappelons la déclaration de Tan-Pin-Sian au 7ème Exécutif élargi : « *Dès l'apparition du trotskysme, le Parti communiste chinois et la Jeunesse communiste ont immédiatement adopté à l'unanimité une résolution contre lui.* » Il est bien connu que sous l'étiquette de trotskisme étaient incluses toutes les tendances opposées à la direction de l'Internationale. Si nous avons reproduit cette citation, c'est pour démontrer que le Parti chinois avait été vigoureusement « épuré » afin de mener à bien sa politique contre-révolutionnaire avec un plein succès.

\*\*\*

La seconde moitié de 1926 et le premier trimestre de

1927 voient l'explosion maximale des événements chinois. Pendant toute cette période, purement révolutionnaire, l'Internationale s'oppose violemment aux tendances de l'avant-garde prolétarienne à la constitution des soviets ; elle s'en tient à la directive du bloc des quatre classes.

La délégation russe en Chine, qui vivait en contact direct avec les événements, écrivit une lettre au Centre de Moscou, dans laquelle elle critiquait la politique du Parti chinois et d'où il ressortait clairement avec quelle vigilance contre-révolutionnaire étaient mis en œuvre les dispositions tactiques qui devaient conduire à l'effondrement de ce grand mouvement. Elle dit : « *selon le rapport du Parti communiste chinois du 13 décembre 1926 sur les tendances dangereuses du mouvement révolutionnaire, la déclaration affirme que 'le plus grand danger consiste en ceci : que le mouvement de masse des masses progresse vers la gauche'*. » (souligné par nous)

Sur la question des rapports entre le Parti et les masses, on peut déduire ce qu'il en était du passage suivant :

« *Les rapports entre la direction du Parti, les ouvriers et les paysans ont été formulées de la meilleure façon possible par le camarade Petrov, membre du C.C., à l'occasion de l'examen de la question du recrutement des étudiants pour le cours spécial (Université communiste ouvrière de l'Est). La répartition suivante devait être obtenue : 175 ouvriers et 100 paysans. Petrov nous a dit que le Comité Central avait décidé de ne nommer que des étudiants et des intellectuels.* »

Sur la question paysanne : « *lors du Plenum de décembre (de 1926 ndlr<sup>83</sup>) du C.C., avec la participation du représentant de la C.E. de l'Internationale communiste, une résolution sur la question paysanne a été adoptée. Cette résolution ne contenait pas un seul mot sur le programme agraire et la lutte agraire. La résolution ne répondait qu'à une seule des questions les plus irritantes, celle du pouvoir paysan, et elle y répondait par la négative : elle disait que le mot d'ordre de pouvoir paysan ne devait pas être lancé pour ne pas effrayer la petite bourgeoisie. Les organes du Parti ont donc ignoré la paysannerie armée.* » (En fait, ils ne l'ont pas ignorée lorsqu'ils ont poussé la paysannerie armée dans les bras des généraux du Kuomintang).

Sur la question du mouvement ouvrier : « *plus d'un million de travailleurs organisés sont privés d'un centre de direction. Les syndicats sont détachés des masses et restent pour la plupart des organisations d'employés<sup>84</sup>. Le travail politique et organisationnel est toujours et partout remplacé par la contrainte et le fait principal est que les tendances réformistes se développent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement syndical révolutionnaire. Familiarité cordiale avec le patronat, participation aux profits, participation à*

<sup>83</sup> . Note de Vercesi.

<sup>84</sup> . La version italienne d'origine utilise la formule « *gli sindacati sono staccati dalle masse e, in gran parte, restano delle organizzazioni di stati maggiori* ». Nous n'avons pas su traduire avec certitude *organizzazioni di stati* – note du GIGC

*l'augmentation de la productivité du travail, subordination des syndicats au patronat et aux patrons, tels sont les phénomènes habituels. »*

D'autre part, refus de défendre les revendications économiques des travailleurs. Craignant le développement élémentaire du mouvement ouvrier, le parti autorise l'arbitrage obligatoire à Canton et plus tard à Hang-Kéou (l'idée même de l'arbitrage appartient à Borodine, délégué officiel de l'Internationale communiste). La crainte de la direction du Parti à l'égard du mouvement ouvrier non industriel est particulièrement grave. Après tout, l'écrasante majorité des travailleurs organisés en Chine sont des travailleurs non industriels.

Le rapport du C.C. au Plenum de décembre 1926 dit : « *il nous est extrêmement difficile de définir la tactique à l'égard de la moyenne et petite bourgeoisie, car les grèves des artisans et les grèves des cols blancs ne sont rien d'autre que des conflits à l'intérieur d'une même classe. Et comme les deux parties de la lutte (c'est-à-dire les patrons et les ouvriers) sont nécessaires au front national unique (le front de la révolution, comme le dit Staline, voir la citation ci-dessus - ndlr), nous ne pouvons ni soutenir l'un des deux protagonistes, ni rester neutres. »*

Dans l'armée : « *Le camarade Tchou-En-Lai a donné dans son rapport les caractéristiques de l'attitude du Parti à l'égard de l'armée. Il dit aux membres du Parti : "Rejoignez cette armée nationale-révolutionnaire, renforcez-la, élevez sa capacité de combat, mais ne faites pas de travail indépendant en son sein". Jusqu'à récemment, il n'y avait pas de cellules dans l'armée. Nos camarades conseillers politiques s'occupaient exclusivement du travail politico-militaire du Kuomintang. »* Et plus loin : « *Le plénum du CC de décembre a pris la décision de créer des cellules dans l'armée, cellules formées uniquement de commandants avec interdiction pour les soldats d'y entrer. »*

Le nœud qui enserme les masses de travailleurs chinois insurgés est solide et, malheureusement, indestructible. Le mouvement dans son ensemble est incorporé dans le cadre de l'unité de tous, exploités et exploités, pour la guerre sans fondement de « libération ». Au sein du Parti « épuré », les prolétaires sont rejetés au dernier rang après les intellectuels, dans les syndicats on proclame que la lutte entre les entrepreneurs capitalistes et les prolétaires est un conflit « au sein de la même classe », les paysans armés doivent être disciplinés dans l'armée « nationale », tandis que les cellules « communistes » sont réservées aux officiers.

Le nœud coulant était en place. Il se resserra à Shanghai le 12 avril 1927, lorsque Chang-Kai-Chek déchaîna la terreur sur les masses.

Avant d'aborder les événements ultérieurs, il est nécessaire de souligner le lien spontané, il faut dire (pour reprendre la terminologie employée par Engels dans son étude sur le développement de la lutte des classes) na-

turel entre le mouvement de masse et l'Internationale communiste. Ceci pour répondre aux nombreux constructeurs de révolutions, partis et internationales qui pullulent partout dans les autres pays, et qui en Italie ne sont heureusement pas au premier plan, qui voudraient donner l'impression que la Gauche aurait commis l'erreur de ne pas rompre d'abord avec l'Internationale et de ne pas fonder une autre organisation.

Le mouvement révolutionnaire chinois fait partie du même complexe historique qui avait son origine dans l'Octobre russe et l'Internationale communiste. Les précédents (la défaite allemande de 1923 et les événements au sein du parti russe) expliquent pourquoi cette direction contre-révolutionnaire était devenue une nécessité historique incontournable. Et cette direction contre-révolutionnaire elle-même n'était pas destinée à susciter directement la force antagoniste susceptible de la renverser, mais seulement à déterminer les prémisses d'une reconstruction beaucoup plus lointaine de l'organisme international du prolétariat, si lointaine qu'aujourd'hui encore les possibilités historiques ne se présentent pas, ni ne peuvent être déterminées par les militants révolutionnaires.

L'action violente de Chang-Kai-Chek, le 12 avril 1927, mit fin à la phase de plus grande intensité révolutionnaire en Chine. Le huitième Comité exécutif élargi de l'Internationale en mai 1927 et le Plénum du C.C. du Parti chinois le 7 août 1927 marquent un tournant dans la tactique de l'Internationale.

Lorsque la situation se déplace vers la gauche, comme ce fut le cas jusqu'en avril 1927, [l'Internationale opte pour la politique en faveur<sup>85</sup>] du bloc des quatre classes, plaçant le mouvement de masse sous la discipline du Kuomintang. La situation se déplace, va vers la droite, l'Internationale va vers la gauche, et lors des deux réunions mentionnées, on voit déjà les prodromes de ce qui fut appelé l'« insurrection » de Canton de décembre 1927.

Le Kuomintang unifié se transforma en terreur anti-ouvrière d'avril 1927. Une scission du « Parti du peuple » se produit et un Kuomintang de gauche se forme à Ou-Thang. Les communistes entrent même au gouvernement tandis que Staline proclame que « *l'essence de la révolution chinoise consiste en l'agitation agraire. »* Le C.C. du Parti chinois, lors de la session précitée, déclare qu'« *il existe une situation économique, politique et sociale favorable à l'insurrection et que, puisqu'il n'est plus possible dans les villes (Chang-Kai-Chek, grâce à la tactique de la Comintern, s'était chargé de réaliser cette impossibilité, ndlr) de déclencher des soulèvements, la lutte armée doit être transportée dans les campagnes. C'est là que se trouvent les foyers de l'insurrection, la ville devant être une force auxi-*

<sup>85</sup> . Rajout de la traduction en espagnol par Barbaria qui nous semble rendre la phrase plus compréhensible – note du GIGC

liaire. » Et le CC de conclure : « *il faut organiser immédiatement des insurrections partout où cela est objectivement possible.* »

Le résultat de ce tournant, caractérisé d'une part par une analyse qui considère l'existence d'une situation révolutionnaire tout en la niant en ce qui concerne la ville, et d'autre part par la participation des communistes au gouvernement, s'est rapidement manifesté par la terreur du Kuomintang de gauche contre les paysans qui continuaient la lutte.

\*\*\*

C'est ainsi que nous en arrivons à l'« insurrection » de Canton de décembre 1927. Les éléments politiques d'évaluation précédant cette « insurrection » se trouvent dans le Plenum du C.C. du Parti chinois de novembre 1927, sur lesquels la résolution du Canton de la Province du Kiang Sou du Parti communiste chinois du 7 mai 1929 donne des indications intéressantes.

Rappelons que le sacrifice des masses au Kuomintang avait conduit à l'écrasement violent du mouvement ouvrier dans les villes, que le sacrifice des masses paysannes au Kuomintang de gauche avait conduit à une répression violente similaire des paysans dans le Hounan. C'est ainsi que nous arrivons à l'épisode final de décembre 1927.

S'agissait-il vraiment d'une « insurrection » ? Le 9e Exécutif élargi de l'Internationale qui se tient peu après, en février 1928, rend « *le camarade N. responsable du fait qu'il n'y a pas eu de soviet élu à Canton* » (souligné dans le texte de la résolution). Dans le mouvement communiste, il ne fait aucun doute que les soviets n'apparaissent qu'au cours d'une situation révolutionnaire et que, par conséquent, ou bien il y a des conditions politiques qui les déterminent, et alors ils ne peuvent être qu'élus (en dehors de la question formelle et triviale de l'élection, ce qui importe, c'est qu'ils soient le produit spontané du mouvement des masses révoltées), ou bien ils n'existent pas et le nom de soviet qui sera attribué aux organes savamment constitués ne correspondra en rien à une possibilité réelle d'exercice du pouvoir par le prolétariat.

Mais, en réalité, on n'assistait qu'à la maturation du nouveau tournant de l'Internationale dont les éléments primitifs se trouvent dans le 8e Exécutif élargi et dans la réunion du C.C. du Parti chinois en août 1927. L'« insurrection » sera décidée par les organes centraux précisément lorsqu'il n'y aura plus de possibilité de triomphe. Ce n'est qu'à ce moment-là que l'on parlera du Soviet, mot qui avait été strictement interdit au plus fort de l'offensive révolutionnaire des masses dans la seconde moitié de 1926 et le premier trimestre de 1927. Les prolétaires de Canton (notons qu'il s'agit précisément de la ville la moins prolétarienne de Chine) se heurtaient à toutes les tendances du Kuomintang et

l'« insurrection » confinée à un seul centre historiquement isolé (puisque le mouvement révolutionnaire est sur une pente descendante évidente) ne pouvait qu'être rapidement liquidée. Entre-temps, l'Internationale pouvait obtenir une troisième médaille contre-révolutionnaire (après Chang-Kai-Chek et Hounan) puisqu'elle portait un coup fatal à l'aspiration révolutionnaire des masses chinoises qui devaient désormais se convaincre de l'impossibilité de la réalisation de leur pouvoir soviétique.

Nous avons là, dans la tactique suivie à Canton, une anticipation de la tactique qui sera suivie plus tard dans tous les pays, de 1929 à 1934, de cette tactique de l'« offensive révolutionnaire » dont nous parlerons au chapitre suivant. Notre courant ne pouvait alors que se borner, d'une part, à rappeler que le mouvement prolétarien ne pouvait que rencontrer, même en Chine coloniale, l'opposition violente de toutes les classes possédantes du pays et de leurs formations politiques, et, d'autre part, à souligner que les raisons de la défaite immédiate n'étaient pas dues à l'impossibilité du pouvoir prolétarien, mais au fait que son mot d'ordre avait été lancé non pas lorsque les conditions objectives de la victoire révolutionnaire étaient réunies, mais après avoir été sacrifiées à la tactique contre-révolutionnaire de la discipline à la bourgeoisie chinoise.

A partir de 1928, la situation en Chine va faire un bond en arrière. La rupture sera encore plus grave qu'avant le mouvement révolutionnaire de 1926-27, les généraux établiront leurs zones particulières et la « Chine communiste » émergera également. Il s'agit des régions les plus arriérées de la Chine où, à côté des formes rudimentaires de l'économie primitive, persistent la nécessité d'une exploitation des masses encore plus intense que dans les autres zones. Le clan dirigeant « communiste » établira, à côté du paiement des salaires en nature (il n'y a pas de véritable marché et le système actuel est celui du troc), la conscription obligatoire étendue à toute la population, car l'armée a non seulement la tâche militaire de défendre « le pays communiste », mais aussi l'autre tâche économique et sociale de distribuer les produits. Et l'hypothèse de voir une mobilisation des masses en défense de ces régimes ultra-réactionnaires n'est pas à exclure aujourd'hui si l'évolution du monde capitaliste devait passer par une phase de conflit entre les USA et la Russie dans les territoires asiatiques.

Dans la situation qui s'est ouverte après le « soulèvement de Canton », une violente polémique s'est instaurée entre notre fraction et Trotsky. Les positions respectives fondamentales ne sont pas nouvelles. Elles prolongent, sur la question chinoise, les divergences qui ont été déterminées aux IVe et Ve Congrès de l'Internationale. Dans les circonstances nouvelles qui ne

permettaient évidemment plus de lancer le mot d'ordre en faveur de la dictature du prolétariat, Trotsky soutenait qu'il fallait avancer un mot d'ordre intermédiaire sur la question du pouvoir : celui de l'Assemblée constituante et d'une constitution démocratique en Chine. Notre courant, quant à lui, soutenait que si la situation non révolutionnaire ne permettait pas de lancer le mot d'ordre fondamental de dictature, si donc la question du pouvoir ne se posait plus immédiatement, cela ne signifiait pas qu'il fallait rafistoler le programme du parti. Au contraire, il devait être réaffirmé dans son intégralité sur le plan théorique et propagandiste, tandis que le recul ne pouvait s'effectuer que sur la base des revendications immédiates des masses et de leurs organisations de classe correspondantes.

Au cours de toute cette polémique, notre courant prit connaissance de la rumeur selon laquelle une opposition s'était déterminée au sein même de l'organisation trotskiste, mais il n'y avait aucune possibilité d'établir des liens avec ces militants ; car en même temps que les

possibilités de communication s'élargissaient, les formes de solidification cloîtrée des organisations non et contre-révolutionnaires s'étendaient également, ce qui dressait un mur contre l'établissement de liens entre les forces de la révolution.

Nous nous sommes efforcés de donner – dans les limites étroites d'un article – le compte rendu le plus documenté de ces formidables événements qui, s'étant déroulés dans un environnement économique extrêmement arriéré, ont démontré les possibilités révolutionnaires de la classe prolétarienne, même dans la lointaine Chine. Comme dans l'Angleterre hautement développée avec le Comité anglo-russe, l'Internationale s'est montrée en Chine l'instrument décisif de la contre-révolution, car elle seule avait l'autorité et la possibilité de contrecarrer un mouvement révolutionnaire d'une importance historique incalculable et qui devait se terminer par un échec désastreux du mouvement communiste.

(Prometeo #3, octobre 1946, à suivre)

## Brochures (commande à [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com))

*Plateforme du GIGC (2021)*

*Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)*

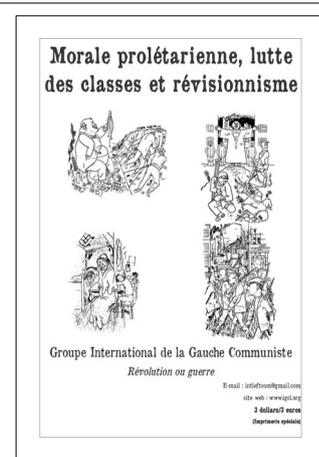
*La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)*

*Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)*

*La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)*

*Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)*

*Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).*



**• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :**

Canada (Québec) :

- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield

France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

**La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :**

Hongrie : Gondolkodó Autonóm Antikvárium Budapest Orczy út 46-48. 1089 Magyarország

Royaume-Uni : Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

Canada (Colombie-Britannique) : Spartacus Books, 101-1983 Commercial Drive, Vancouver, V5N 4A8

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com)

**Sommaire de *Révolution ou Guerre* #24 (mai 2023)**

Face à la menace de guerre mondiale, la classe ouvrière doit répondre par la grève de masse  
Malgré le contrôle étatique et syndical, une véritable dynamique internationale de réponse ouvrière  
La gauche et les gauchistes à l'œuvre en Iran  
Lutte ouvrière en France : 1<sup>er</sup> communiqué du 23 janvier 2023 et 2<sup>e</sup> communiqué du 19 mars 2023  
Tract de *Bilan et Perspectives* (TCI) du 7 février 2023  
Correspondance avec *Bilan et Perspectives*  
Comprendre l'ampleur politique du sabotage syndical lors des grèves en Grande Bretagne  
Réunion publique du comité « non à la guerre sauf la guerre de classe » à Paris  
La fuite erratique dans l'activisme du groupe Emancipación (Nuevo Curso)  
Grèves ouvrières durant la guerre de 1939-1945 au Canada (TCI)  
Le pacifisme prêt à intervenir contre les grèves face à la guerre impérialiste

**Sommaire de *Révolution ou Guerre* #25 (septembre 2023)**

Scénaristes d'Hollywood vs Oppenheimer et Barbie  
La voie vers la guerre mondiale (CWO-TCI)  
La grève des dockers de la côte Ouest du Canada  
Comment le capitalisme utilise les politiques « identitaires » et les droits LGBTQ pour sa guerre  
Émeutes dans les villes françaises (prise de position du PCI-Le Prolétaire)  
Nouveau monde, vieux monde (Battaglia Comunista-TCI)  
L'impasse politique du Courant Communiste Internationale  
À propos du livre « Russia, Revolution and Counter-Revolution, 1905-1924 »  
La tactique du Comintern de 1926 à 1940, Prometeo 1946, première partie.

## NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la *grève*

*de masse.*

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chávez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcelles*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.